



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 16 AOUT 1902

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1739

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du dix-huitième jour de juillet 1902, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district d'Iberville, MM. Handerson Black, commerçant, de la ville de Saint-Jean, et Joseph Quinlan, administrateur, de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean.

District de Saint-François : M. James Alexander Hutchison, meunier, de Boynton, dans le comté de Stanstead.

District de Montréal : M. Azarie Guertin, commerçant, du village de Saint-Philippe de Laprairie, comté de Laprairie.

2919

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-troisième jour de juillet 1902, de nommer MM. Ludger Jolin, ci-devant percepteur conjoint du revenu, et Narcisse Rivard, comptable, de la cité des Trois-Rivières, percepteur conjoint du revenu de la province, pour le district des Trois-Rivières.

2923.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 16th AUGUST, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1740

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of July, 1902, to appoint Messrs. Handerson Black, of the town of Saint John, trader, and Joseph Quinlan, trustee, of Saint Valentin, county of Saint John.

District of Saint Francis : Mr. James Alexander Hutchison, miller, of Boynton, in the county of Stanstead.

District of Montreal : Mr. Azarie Guertin, trader, of the village of Saint Philippe de Laprairie, county of Laprairie.

2920

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty third day of July, 1902, to appoint Messrs. Ludger Jolin, heretofore joint collector of revenue, and Narcisse Rivard, accountant, of the city of Three Rivers, joint collector of revenue of the province, for the district of Three Rivers.

2924

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du dix-neuvième jour de décembre 1862, pour la paroisse de Saint-Léon le Grand, dans le comté de Maskinongé, et de nommer par commission, en date du huit août 1902, MM. Benjamin Ferron, Philippe Lupien, Joseph Bédard, Hormidas Paquin, cultivateurs, Edouard Paillé, rentier, et George Fleury, médecin, de Saint-Léon le Grand, commissaires de la dite cour.

2921

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du dix-huitième jour de juillet 1902, de nommer MM. Alphonse Morin, avocat, protonotaire de la cour supérieure, et Gabriel Marchand, avocat, tous deux de la ville de Saint-Jean, juges de paix, sous l'autorité de l'article 2572 des S.R.P.Q., avec juridiction sur toute la province.

2917

Québec, 12 août 1902.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le douzième jour d'août 1902, de nommer MM. Robert Watson et James C. McOuat, conseillers de la municipalité de Saint-André, dans le comté d'Argenteuil, conformément aux dispositions de l'article 340, du code municipal.

2927

Québec, 12 août 1902.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 12 août 1902, de nommer MM. Adéard Boisvert, Adéard Lafrenière et David Laperrière, estimateurs de la municipalité du village de Pierreville, comté d'Yamaska, en vertu des dispositions de l'article 177 du code municipal.

Québec, 12 août 1902.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 12 août 1902, de nommer MM. Jean-Baptiste Pinette, fils, Joseph Ouellet (fils de Jules), et Philippe Madgin, estimateurs de la municipalité de Saint-Louis du Ha! Ha!, comté de Témiscouata, en vertu des dispositions de l'article 177 du code municipal.

2929

Proclamation

Canada.
Province de
Québec }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary decision of small causes, for the parish of Saint Léon le Grand, in the county of Maskinongé, dated the nineteenth day of December, 1862, and to appoint, by commission dated the eight of August, 1902, Messrs. Benjamin Ferron, Philippe Lupien, Joseph Bédard, Hormidas Paquin, farmers, Edouard Paillé, gentleman, George Fleury, physician, of Saint Léon le Grand, commissioners of the said court.

2922

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of July, 1902, to appoint Messrs. Alphonse Morin, advocate, prothonotary of the superior court, and Gabriel Marchand, advocate, both of the town of Saint Jean, justices of the peace, under the authority of article 2572 of the R.S.P.Q., with jurisdiction throughout the province.

2918

Québec, 12th August, 1902.

Notice is hereby given that, on the twelfth day of August, 1902, His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. Robert Watson and James C. McOuat, councillors for the municipality of Saint André, in the county of Argenteuil, under the provisions of article 340 of the municipal code.

2928

Québec, 12th August, 1902.

Notice is hereby given that, on the twelfth day of August, 1902, His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. Adéard Boisvert, Adéard Lafrenière and David Laperrière, valuers for the municipality of the village of Pierreville, in the county of Yamaska, under the provisions of article 177 of the municipal code.

Québec, 12th August, 1902.

Notice is hereby given that, on the twelfth day of August, 1902, His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. Jean Baptiste Pinette, junior, Joseph Ouellet (son of Jules), and Philippe Madgin, valuers for the municipality of Saint Louis du Ha! Ha!, in the county of Témiscouata, under the provisions of article 177 of the municipal code.

2930

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY FIRST day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-UNIÈME jour du mois de JUILLET, au neuf cent d-u, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le TRENTIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. Ce à quoi vous ne devez pas obéir.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DIXIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2779

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7252.

Alleyn.

Lots 21 et 22, du 3e rang, à George Draper.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 12 août 1902.

2931

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR
en conseil.

Québec, 12 août 1902.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du canton de Maddington, dans le comté d'Arthabaska, le cinquième jour de mai 1902, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la pro-

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-FIRST day of the month of JULY, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the THIRTIETH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and thereon to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2780

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Land, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7252.

Alleyn.

Lots 21 and 22, in 3rd range, to George Draper.

E. E. TACHÉ

Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 12th August, 1902.

3932

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR
in Council.

Quebec, 12th August, 1902.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the township of Maddington, in the county of Arthabaska, on the fifth day of May, 1902, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code

vince de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du canton de Maddington, dans le comté d'Arthabaska, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

(Signé), GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

Québec, 12 août 1902.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 12 août 1902.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Thetford nord, dans le comté de Mégantic, le cinquième jour de mai 1902, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies :

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Thetford nord, dans le comté de Mégantic, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

(Signé), GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

Québec, 12 août 1902.

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du trente et un juillet 1902, incorporant Oscar W. Ordway, marchand, de Beauré, dans le comté de Montmorency; John Rice Loomis, marchand, de Glens Falls, dans l'état de New-York; Elzéar Fortier, de Sainte-Anne de Beauré, marchand; Téléphore Lavendière, forgeron, de Beauré, dans le comté de Montmorency, et Edouard Morel, cultivateur, de Beauré, pour les fins suivantes, savoir : d'acquies, vendre, louer ou autrement disposer des biens meubles et des biens immeubles, d'acquies, posséder, opérer ou autrement, d'utiliser et vendre des pouvoirs hydrauliques, électriques ou à vapeur; de manufacturer du bois de pulpe et de papier, de manufacturer de la pulpe, de construire des moulins, usines et chaudières pour cette fin, d'acheter, posséder, acquies, vendre ou autrement disposer des limites à bois, de bois, de la pulpe et du papier; de construire et posséder des moulins, manufactures et tout l'outillage nécessaire pour les fins de cette section; de manufacturer du bois et de faire le commerce de bois dans toutes ses branches et de construire des quais, maisons et entrepôts, sous le

of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the township of Maddington, in the county of Arthabaska, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

(Signed), GUSTAVE GRENIER,
Clerk of Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Quebec.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

Quebec, 12th August, 1902.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERS.

Quebec, 12th August, 1902.

Present : The LIEUTENANT-GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of Thetford North, in the county of Mégantic, on the fifth day of May, 1902, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Thetford North, in the county of Mégantic, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

(Signed), GUSTAVE GRENIER,
Clerk of Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Quebec.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

Quebec, 12th August, 1902.

Notice is hereby given that under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of July, 1902, incorporating Oscar W. Ordway, merchant, of Beauré, in the county of Montmorency; John Rice Loomis, merchant, of Glens Falls, in the state of New York; Elzéar Fortier, of Sainte Anne de Beauré, merchant; Téléphore Lavendière, blacksmith, of Beauré, in the county of Montmorency, and Edouard Morel, farmer, of Beauré, for the following purposes, namely: to acquire, sell, lease or otherwise dispose of movables and immovables, to acquire, own, operate or otherwise utilize and sell electric, hydraulic powers or steam powers; to manufacture pulp wood and paper, to manufacture pulp, to construct mills, workshops and dams for this purpose, to buy, own, acquire, sell or otherwise dispose of timber limits, wood, pulp and paper; to construct and own mills, manufactures and all the material needed for the purposes of this section; to manufacture lumber and to deal in lumber in all its branches, and to build wharves, houses and warehouses, under the name of "The Beauré Power Company," with a capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,-

nom de "The Beaupré Power Company," avec un fonds social de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents actions (1500) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce premier jour d'août 1902.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2949

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du huitième jour d'août 1902, incorporant Antoine Robert, financier; Amédée Chaurast, régistrateur; Jules Aimé Maucotel, député régistrateur; Jacques Mathias Marcotte, auditeur; et Joseph William Harris, entrepreneur, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes, savoir: faire le commerce de librairie en la cité de Montréal, tant en gros qu'en détail, et tout ce qui est accessoire au dit commerce, sous le nom de "La Compagnie Cadieux & Derome," avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en mille actions (1000) de cinquante (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour d'août 1902.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2925

DEPARTEMENT DU SECRETAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 29 juillet 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Henry Desjardins, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Hull, comté et district d'Ottawa, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Paul Thomas Desjardins, en son vivant notaire public, de Hull, comté et district d'Ottawa, en vertu des dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2977-3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bills Privés.

52.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun

000.00), divided into fifteen hundred shares (1500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this first day of August, 1902.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2950

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1902, incorporating Antoine Robert, financier; Amédée Chaurast, registrar; Jules Aimé Maucotel, deputy registrar; Jacques Mathias Marcotte, auditor; and Joseph William Harris, contractor, all of the city and district of Montreal, for the following objects, to wit: to carry on the business of stationers, in the city of Montreal, as well wholesale as retail, and to do every thing connected with the said business, under the name of "La Compagnie Cadieux & Derome," with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into one thousand (1000) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twelfth day of August, 1902.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2920

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 29th July, 1902.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by Henry Desjardins, esquire, notary public, residing and practising at Hull, county of Ottawa, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Paul Thomas Desjardins, in his lifetime notary public, of Hull, county and district of Ottawa, in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2798

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like act or to

amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment ces parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de ce bill doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des clercs en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires à l'Acte des clauses générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2777 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
Dame Sarah Turgeon, de Saint-Henri de Mascouche, district de Joliette, épouse commune en biens de George Bourque, entrepreneur ferblantier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit George Bourque, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 mai 1902.

BISAILLON & BROSSARD,
Avocats de la demanderesse.
Joliette, 11 août 1902. 2915

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No. 4388
Dame Joséphine Beaulac, modiste, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, épouse d'Eusèbe Chicoine, ci-devant cultivateur, et actuellement menuisier et entrepreneur en bâtiments, de la dite cité de Sorel, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit Eusèbe Chicoine, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deuxième jour de juillet 1902.

A. P. VANASSE,
Avocat et procureur de la demanderesse.
Joliette, 2 juillet 1902. 2945

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*
No. 70
Dame Lucrèce Létourneau, de la ville de Saint-Louis, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Emilien Barbeau, hôtelier, du même lieu.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 5 août 1902. 2883-2

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 636.
Dame Eugénie Pelletier, du canton de Brompton, dans le district de Saint-François, épouse de Théodore Chevallier, cultivateur, du même lieu, autorisée judiciairement à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit Théodore Chevallier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le douzième jour de juillet 1902.

CAMPBELL & McCABE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 12 juillet 1902. 2879-2

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

2778 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
Dame Sarah Turgeon, of Saint Henri de Mascouche, district of Joliette, wife "commune en biens" of George Bourque, tinsmith undertaker, of the same place, duly authorized to "ester en justice," Plaintiff ;

vs.
The said George Bourque, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 3rd of May, 1902.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for Plaintiff.
Joliette, 11th August, 1902. 2916

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4388.
Dame Joséphine Beaulac, milliner, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, wife of Eusèbe Chicoine, heretofore farmer, and now carpenter and house-builder, of the said city of Sorel, duly authorized to "ester en justice," Plaintiff ;

vs.
The said Eusèbe Chicoine, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the second day of July, 1902.

A. P. VANASSE,
Advocate and attorney for plaintiff.
Sorel, 2nd July, 1902. 2946

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 70.
Dame Lucrèce Létourneau, of the town of Saint Louis, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Emilien Barbeau, hotel keeper, of the same place.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th August, 1902. 2884

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 636.
Dame Eugénie Pelletier, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, wife of Théodore Chevallier, farmer, of the same place, judicially authorized to "ester en justice," Plaintiff ;

vs.
The said Théodore Chevallier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twelfth day of July, 1902.

CAMPBELL & McCABE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 12th July, 1902. 2880

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No 884.
Dame Louise Pilote, de Saint-Cyrac, épouse de
Théotime Tremblay, cultivateur, du même lieu,
dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Théotime Tremblay, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5 août 1902.

ELZEAR LEVESQUE,
Procureur de la demanderesse.
Chicoutimi, 5 août 1902. 2895-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 883.
Dame Cordélia Laporte, de la ville de Maisonneuve, a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Odilon Gauthier, cor-donnier, du même lieu.

A. ZENON MORIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 25 juillet 1902. 2817-3

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6974.
Dame Hermine Smith, de la paroisse de Saint-Armand ouest, dans le district de Bedford, épouse de Alfred Thérien, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Alfred Thérien, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-neuvième jour de juillet 1902.

GABRIEL MARCHAND,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 22 juillet 1902. 2813-3

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 115.
Dame Eméline Bergeron, de la paroisse de Sainte-Anne du Sault, épouse de Joseph Bergeron, commerçant, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Joseph Bergeron, de Sainte-Anne du Sault, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

OREPEAU & OREPEAU,
Procureurs de la demanderesse.
30 juillet 1902. 2809-3

Canada }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Gaspé. }
No 877.
Dame Rachel Doiron, de Saint-Alexis de Métapédia, épouse de Joseph Poirier, ancien marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, en vertu d'une ordonnance judiciaire,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Joseph Poirier, Défendeur.
Une action en séparation de biens, a été instituée en cette cause, le 9 juillet 1902.

LANE & GALLIPEAULT,
Procureurs de la demanderesse.
New-Carlisle, 22 juillet 1902. 2715.4

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No. 884.
Dame Louise Pilote, of Saint Cyrcac, wife of
Théotime Tremblay, of the same place, farmer,
duly authorized to "ester en justice,"
Plaintiff ;

vs.
The said Théotime Tremblay, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the fifth day of August 1902.

ELZEAR LEVESQUE,
Attorney for plaintiff.
Chicoutimi, 5th August, 1902. 2896

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 883.
Dame Cordélia Laporte, of the town of Maisonneuve, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Odilon Gauthier, of the same place, shoemaker.

A. ZENON MORIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 25th July, 1902. 2818

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*
No. 6974.
Dame Hermine Smith, of the parish of Saint Armand West, in the district of Bedford, wife of Alfred Thérien, hotel keeper,, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs.
The said Alfred Thérien, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the nineteenth day of July, 1902.

GABRIEL MARCHAND,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 22nd July, 1902. 2814

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 115.
Dame Eméline Bergeron, of the parish of Sainte Anne du Sault, wife of Joseph Bergeron, trader, of the same place,
Plaintiff ;

vs.
The said Joseph Bergeron, of Sainte Anne du Sault, Defendant.
An action in "séparation de biens" has been, this day, instituted in this cause.

OREPEAU & OREPEAU,
Attorneys for plaintiff.
30th July, 1902. 2810

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Gaspé. }
No. 877
Dame Rachel Doiron, of Saint Alexis de Metapedia, wife of Joseph Poirier, heretofore merchant, of the same place, duly authorized to sue, in virtue of a judicial order,
Plaintiff ;

vs.
The said Joseph Poirier, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 9th of July, 1902.

LANE & GALLIPEAULT,
Attorneys for plaintiff.
New Carlisle, 22nd July, 1902. 2716

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2455.

Dame Marie Antoinette Proulx, de la ville Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph D. de Lamirande du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph D. de Lamirande, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST. GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 mai 1902. 2905.2

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4393.

Dame Déla Chaput, de la ville de Berthier, district de Joliette, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, Elie Guilmette, ouvrier menuisier, du même lieu.

C. A. CHENEVERT,
Avocat de la demanderesse.

Sorel, 24 juillet 1902. 2773.3

Dame Onésime Loïselle, de Saint-Mathias, district de Saint-Hyacinthe,
Demanderesse ;

vs.

Amédée Gingras, cultivateur, du même lieu, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, poursuivi en séparation de biens le défendeur, son mari, devant la cour supérieure, à Saint-Hyacinthe, sous le No 71.

LUSSIER & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 3 juillet 1902. 2771.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1666.

Dame Clémentine Archambault, épouse de Arthur Beaudry, hôtelier, de Longueuil, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Arthur Beaudry, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23e jour de juillet 1902.

F. P. TREMBLAY,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 26 juillet 1902. 2775.3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dame Edourdiana Richard, du canton de Windsor, dans le district de Saint-François, épouse de Denis Chenevert, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Denis Chenevert, Défendeur ;
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le douzième jour de juillet 1902.

CAMPBELL & McCABE,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 12 juillet 1902. 2693.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1668.

Dame Marie Robert, épouse commune en biens de Alexandre Brosseau, contracteur, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

EMARD & TACHÉREAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 26 juillet 1902. 2723.4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2455.

Dame Marie Antoinette Proulx, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, wife common as to property of Joseph D. de Lamirande, of the same place,
Plaintiff ;

vs.

The said Joseph D. de Lamirande, Defendant.
The plaintiff has, this day, sued her husband for separation of property.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST. GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th May, 1902. 2906

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4393.

Dame Déla Chaput, of the town of Berthier, district of Joliette, has, this day, taken an action in separation as to property against her husband, Elie Guilmette, joiner, of the same place.

C. A. CHENEVERT,
Attorney for plaintiff.

Sorel, 24th July, 1902. 2774

Dame Onésime Loïselle, of Saint-Mathias, district of Saint-Hyacinth,
Plaintiff ;

vs.

Amédée Gingras, farmer, of the same place, Defendant.
The plaintiff has, this day, taken against the defendant, her husband, an action in separation of property, before the superior court, at Saint Hyacinth, under No. 71.

LUSSIER & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 3rd July, 1902. 2772

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1666.

Dame Clémentine Archambault, wife of Arthur Beaudry, hotel-keeper, of Longueuil, district of Montreal, duly authorized to ester in justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Arthur Beaudry, Defendant.
A suit for separation of property has been instituted in this case, the 23rd of July, 1902.

F. P. TREMBLAY,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 26th July, 1902. 2776

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Dame Edouardiana Richard, of the township of Windsor, in the district of Saint Francis, wife of Denis Chenevert, of the same place, farmer, judicially authorized to ester in justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Denis Chenevert, Defendant ;
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twelfth day of July, 1902.

CAMPBELL & McCABE,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 12th July, 1902. 2694

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1668.

Dame Marie Robert, wife common as to property of Alexandre Brosseau, contractor, of the city and district of Montreal, has, this day, sued her said husband for separation as to property.

EMARD & TACHÉREAU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th July, 1902. 2724

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District des Trois-Rivières. }
 Dame Clara Corbin, de Grand'Mère, épouse de
 Georges Belleville, hôtelier, du même lieu, dû-
 ment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Georges Belleville, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 instituée en cette cause.

LS. J. BLONDIN.

Procureur de la demanderesse.

Grand'Mère, 1er août 1902. 2839.3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District des Trois-Rivières. }
 Dame Virginie Pagé, épouse de Joseph Hercule
 Létourneau, de la ville de Grand'Mère, district
 des Trois-Rivières, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Hercule Létourneau, de la ville de
 Grand'Mère, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le dix-neuf juillet mil neuf cent
 deux.

LS. J. BLONDIN,

Procureur de la demanderesse.

Grand'Mère, 19 juillet 1902. 2731.4

Cour Supérieure—Chicoutimi.

No 857.

Dame Marie Fortin, épouse commune en biens de
 Daniel Ouellet, huissier et cordonnier, du vil-
 lage d'Hébertville, dûment autorisée aux fins
 des présentes, Demanderesse ;

vs.

Daniel Ouellet, huissier et cordonnier, du village
 d'Hébertville, Défendeur.
 Une action en séparation de biens, a été instituée
 en cette cause, le 5 juillet mil neuf cent deux.

GUSTAVE PERRAULT,

Procureur de la demanderesse.

Roberval, 5 juillet 1902. 2675.5

Province de Québec, } *Cour Supérieure*
 District d'Ottawa. }
 No 495.

Dame Francis Catherine Smith, de la ville de Buc-
 kingham, dans le district d'Ottawa, épouse de
 John Thomas Cooke, de la dite ville de Bucking-
 ham, instituteur, dûment autorisée à ester en
 justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit John Thomas Cooke, Défendeur.
 Une action en séparation de biens et de corps a
 été instituée en cette cause le seizième jour de juin
 courant.

G. H. AYLMEY BROOKE,

Procureur de la demanderesse.

Buckingham, 17 juin 1902. 2677.5

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de St François. }
 No 610.

Dame Anne Elizabeth Sloane, du canton de Com-
 pton, dans le district de Saint-François, a institué, ce
 jour, une action en séparation de corps et de biens
 contre son mari, Joseph O. Lehweß, du dit canton
 de Compton, maintenant absent dans l'empire
 d'Autriche.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 11 juillet 1902. 2667.5

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Richelieu. }
 No 4397.

Dame Eméline Thibault, de la paroisse de
 Saint-Barthélemy, district de Joliette, dûment
 autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué
 une action en séparation de corps et de biens

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Three Rivers. }
 Dame Clara Corbin, of Grand'Mère, wife of Georges
 Belleville, hotel-keeper, of the same place, duly
 authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Georges Belleville, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted this day, in this case.

LS. J. BLONDIN,

Attorney for plaintiff

Grand'Mère, 1st August, 1902. 2840

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Three Rivers. }
 Virginie Pagé, wife of Joseph Hercule Létourneau,
 of the town of Grand'Mère, district of Three
 Rivers, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Hercule Létourneau, of the town
 of Grand'Mère, Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted in this case, the 19th July one thousand
 nine hundred and two.

LS. J. BLONDIN,

Attorney for the plaintiff.

Grand'Mère, 19th July, 1902. 2732

Superior Court—Chicoutimi.

No. 857.

Dame Marie Fortin, wife common as to property of
 Daniel Ouellet, bailiff and shoemaker, of the
 village of Hébertville, duly authorised, Plaintiff ;

vs.

Daniel Ouellet, bailiff and shoemaker, of the vil-
 lage of Hébertville, Defendant.
 An action for separation of property, has been
 instituted in this cause, on the 5th July one
 thousand nine hundred and two.

GUSTAVE PERRAULT,

Attorney for plaintiff.

Roberval, 5th July, 1902. 2676

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Ottawa, }
 No. 495.

Dame Francis Catherine Smith, of the town of
 Buckingham, in the district of Ottawa, wife of
 John Thomas Cooke, of the said town of Bucking-
 ham, teacher, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs.

The said John Thomas Cooke, Defendant.
 An action for separation from bed and board and
 of property has been instituted in this cause, the
 16th day of June instant.

G. H. AYLMEY BROOKE.

Attorney for plaintiff.

Buckingham, 17th June, 1902. 2678

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of St Francis. }
 No. 610.

Dame Ann Elizabeth Sloane, of the township of
 Compton, in the district of Saint Francis, has, this
 day, taken an action en séparation de corps et de
 biens against her husband, Joseph O. Lehweß, of
 the said township of Compton, now absent in the
 empire of Austria.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 11th July, 1902. 2668

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Richelieu. }
 No. 4397.

Dame Eméline Thibault, of the parish of Saint-
 Barthélemy, in the district of Joliette, duly au-
 thorized to "ester en justice," has, this day, in-
 stituted an action for separation of bed and board

contre son mari, Dieudonné Brulé, cultivateur, du même lieu.

C. A. CHENEVERT,
Avocat de la demanderesse.

Sorel, 4 août 1902.

2887-2

Avis est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication du dit avis, dans la "Gazette Officielle de Québec," une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la "loi corporative des compagnies à fonds social," incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1o Le nom proposé de la compagnie sera "The Fenwick-Larocque Company, Limited."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de manufacturer et vendre des vins canadiens, des vins importés en Canada et de faire en général toutes affaires à commission.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, province de Québec.

4o Le montant proposé du fonds social sera de \$10,000.00.

5o Le nombre d'actions sera de mille et le montant de chaque action sera de \$10.00.

6o Les noms au long, résidence et profession de chaque requérant sont comme suit : Rocquebrune Paul Larocque, marchand ; Adrien Eugène Neveu, marchand ; Elphège Belair, marchand ; Eugène Buisson, comptable ; Joseph Amédée Derome, marchand, tous de la cité de Montréal.

7o Les dits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, et sont tous sujets de Sa Majesté.

PREFONTAINE, AROCHER & PERRON,
Procureurs des requérants.

Montréal, 12 août 1902.

2943

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "The Duplessis Shoe Machinery Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

Le commerce en général de mécanicien et de fondeur, la construction, l'exploitation, la vente et disposition sous quelque forme que ce soit de toutes machines, servant à la confection des chaussures, et de toutes autres machines et outillages quelconques ; l'achat ; l'exploitation et la vente de tous brevets d'inventions et de tous terrains, constructions, manufactures et outillages quelconques, jugés nécessaires ou avantageux à la poursuite des affaires de la compagnie ;

Le siège principal des affaires de la compagnie sera en la cité de Saint-Hyacinthe, comté et district de Saint-Hyacinthe ;

Le fonds social de la compagnie sera de un million de piastres, divisé en dix mille actions de cent piastres chacune ;

Les noms au long des requérants sont :

Charles Arthur Hamel, mécanicien ; Arthur Emile Marchildon, agent voyageur ; Pierre Augustin Labadie, banquier ; Charles Agapit Beaudry, prêtre ;

against her husband, Dieudonné Brulé, of the same place, farmer.

C. A. CHENEVERT,
Attorney for plaintiff.

Sorel, 4th August, 1902.

2888

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette," application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Fenwick-Larocque Company, Limited."

2. The purposes for which the incorporation is sought are : to manufacture and sell canadian wines, imported wines into Canada and to carry on a general commission business.

3. The chief place of business of the said company shall be in the city of Montreal, province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is to be \$10,000.00.

5. The number of shares is to be one thousand and the amount of each share to be \$10.00.

6. The names in full, address and calling of each applicant are as follows : Rocquebrune Paul Larocque, merchant ; Adrien Eugène Neveu, merchant ; Elphège Belair, merchant ; Eugène Buisson, accountant ; Joseph Amédée Derome, merchant, all of the city of Montreal.

7. The said applicants will be the first or provisional directors of the said company, and they are all subjects of His Majesty.

PREFONTAINE, AROCHER & PERRON,
Attorneys for applicants.

Montreal, 12th August, 1902.

2944

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, under the "Joint Stock Companies Act," for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : "The Duplessis Shoe Machinery Company."

2. The objects for which incorporation is sought, are :

The general business of a machinist and founder, the construction, working, sale and disposed in every form of all machines, to be used in the manufacture of foot-gear and of all other machines and tools of any kind ; the purchase, working and sale of all patents of inventions, and of all lands, buildings, manufactories and tools whatsoever, considered necessary or advantageous in carrying on the affairs of the company.

The principal place of business of the company shall be in the city of Saint Hyacinth, in the county and district of Saint Hyacinth.

The capital stock of the company shall be one million of dollars, divided into ten thousand shares of one hundred dollars each.

The complete names of the petitioners are :

Charles Arthur Hamel, machinist ; Arthur Emile Marchildon, travelling agent ; Pierre Augustin Labadie, banker ; Charles Agapit Beaudry, priest ;

Joseph Chartier, marchand ; Terrier Chartier, comptable ; Joseph Cyprien Desautels, notaire ; James Chaffers, prêtre, tous de la cité de Saint-Hyacinthe ; Joseph Urgel Charbonneau, prêtre, de Saint-Hilaire ; Joseph Emile Dumesnil, notaire, Côteau Landing ; lesquels seront les premiers directeurs de cette compagnie.

JOS. C. DESAUTELS, Notaire,
Procureur des requérants.
Saint-Hyacinthe, 7 août 1902. 2907-2

Joseph Chartier, merchant ; Terrier Chartier, accountant ; Joseph Cyprien Desautels, notary ; James Chaffers, priest, all of the city of Saint-Hyacinthe ; Joseph Urgel Charbonneau, priest, of Saint-Hilaire ; Joseph Emile Dumesnil, notary, Côteau Landing, who shall be the first directors of the said company.

JOS. C. DESAUTELS, Notary,
Attorney for applicants.
Saint-Hyacinthe, 7th August, 1902. 2908

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, les personnes ci-après mentionnées, s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la province de Québec, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social et ses amendements," pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes.

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Price-Porritt Pulp and Paper Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de manufacturer le bois de pulpe brute, la pulpe préparée, papier et carton, faire le commerce de papier, de papier et de carton, d'acquérir, construire et exploiter des moulins et des manufactures, pour manufacturer, se servir, louer et vendre le pouvoir, chauffage et éclairage électriques ; de faire en général le commerce de lumière et pouvoir électriques ; d'acquérir des limites à bois, pouvoirs d'eau et autres propriétés, tous meubles ou immeubles nécessaires à l'exploitation de ce commerce.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la paroisse de Rimouski.

4° Le fonds social de la compagnie sera de (\$250,000) divisée en 2,500 parts de \$100 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Price, Henry Edward Price et Arthur John Price, tous de Québec, marchands ; et Oswald Austin Porritt, marchand, et Ellen Porritt, tous deux de Rimouski.

William Price, Henry Edward Price et Oswald Austin Porritt, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,

Solliciteurs des requérants.

Québec, 18 juillet 1902. 2691.4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom social de la dite compagnie sera "La Compagnie d'Imprimerie Georges Pineault jr., à responsabilité (limitée)".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : faire le commerce d'imprimerie et de librairie.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera à la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille dollars (\$5,000.00).

5° Le nombre des actions sera de deux cents (200) et le montant de chaque action sera de vingt-cinq dollars (\$25.00).

6° Les noms, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Georges F. Briassette, mécanicien ; Ernest Pineault, imprimeur ; Henriette Gareau, imprimeur ; Pierre Gauthier, mécanicien, et Napoléon Caty, imprimeur, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of the present notice, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for the province of Quebec, under the Joint Stock Companies Act, and amendments, for a charter of incorporation by letters patent.

1. The corporate name of the company will be "The Price Porritt Pulp & Paper Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : to manufacture, ground wood pulp and sulphite pulp, paper, paper board, etc., to deal in pulp, paper and paper board ; to acquire, construct and operate mills and manufactories, to manufacture, use, lease and sell electrical power, heat and light ; to carry on a general electric light and power business ; to acquire all the timber limits, water powers and other property, real and personal, necessary for carrying on its business.

3. The principal place of business of the company will be in the parish of Rimouski.

4. The capital stock of the company will be \$250,000; (divided into 2,500 shares of \$100 each).

5. The full names, residences and calling of the petitioners are as follows : William Price, Henry Edward Price and Arthur John Price, all of Québec, merchants ; and Oswald Austin Porritt, merchant and Ellen Porritt, wife separated as to property of the said Oswald Austin Porritt, both of Rimouski.

William Price, Henry Edward Price and Oswald Austin Porritt, all of whom are British subjects, shall be the first of provisional directors of the said company.

CARON & PENTLAND,
STUART & BRODIE,

Sollicitors for petitioners.

Québec, 18th July 1902. 2692

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent under the provisions of the "joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "La Compagnie d'Imprimerie Georges Pineault jr., (limited)".

2. The objects for which incorporation is sought are : to do a general business in printing and stationery.

3. The principal place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company will be five thousand dollars (\$5,000.00).

5. The number of shares will be two hundred (200) and the amount of each share will be twenty five dollars (\$25.00).

6. The names, residence and calling of each of the petitioners are as follows : George F. Briassette, machinist ; Ernest Pineault, printer ; Henriette Gareau, printer ; Pierre Gauthier, machinist, and Napoléon Caty, printer, all of the city of Montreal, district of Montreal, province of Quebec.

7° Les cinq requérants ci-haut nommés seront les premiers directeurs de la compagnie.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,
Procureurs des requérants.
Montréal, 15 juillet 1902. 2611.5

Avis est donné que, dans le délai légal, demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour incorporer par lettres patentes, sous l'acte des compagnies à fonds social, les requérants et ceux qui deviendront actionnaires par la suite. Le nom de la compagnie sera : "La Compagnie Déry & Fils"; son but : cultiver, acheter et vendre des arbres, des plantes et des graines, faire le commerce de pépiniériste dans toutes ses branches et avoir des agences à cet effet; son bureau principal sera à Montréal; son capital sera de \$3,000, divisé en 60 actions de \$50. Les requérants sont : Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry, George Déry, négociants, John Leboutilier, agent d'assurance, et Auguste Léonce Rinfret, avocat, de Montréal; les directeurs provisoires seront les dits Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry et Auguste Léonce Rinfret, sujets britanniques.

A. L. RINFRET,
Avocat des requérants.

Montréal, 30 juillet 1902. 2815-3

Avis de Faillites

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Dans l'affaire de Dame Anna Rost, Faillie.
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, sujet à objection, à mon bureau, No 1766, rue Notre-Dame, Montréal, jusqu'au premier septembre, après laquelle date ces dividendes seront payables.

JOHN W. ROSS,

Curateur, succession Rost.

Montréal, 14 août 1902. 2913

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Octave Blier, de Fraserville, Failli.

Avis est par le présent donné que Octave Blier, entrepreneur et ouvrier, de la ville de Fraserville, a, le 11 août courant (1902), fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Kamouraska, à Fraserville.

MAGLOIRE DESCHENES,
2947 *Gardien provisoire.

Province de Québec, }
District de Saint François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Manson & Boright, de Magog, Faillis.

Un premier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable dans mon bureau, à Waterloo, le ou après le deuxième jour de septembre prochain.

Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

GARDNER STEVENS,
Curateur.

Waterloo, 14 août 1902. 2963

7° The five above mentioned applicants will be the first directors of the company.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,
Attorneys for applicants.
Montreal, 15th July, 1902. 2612.

Notice is given that, within the legal delay, application will be made to the Lieutenant Governor in Council, to incorporate by letters patent, under the Joint Stock Companies Act, the applicants and such other persons as may become shareholders. The name of the company shall be : "The Déry & Son Company"; its purposes : to grow, purchase and sell trees, plants and seeds, to conduct a general nursery business in all its branches and have agencies to that effect; the head office will be in Montreal; the capital stock will be of \$3,000, divided in 60 shares of \$50. The applicants are : Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry, George Déry, all traders, John Leboutilier, insurance agent, and Auguste Léonce Rinfret, advocate, all of Montreal; the provisional directors will be the said Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry and Auguste Léonce Rinfret, british subjects.

A. L. RINFRET,
Attorney for applicants.

Montreal, 30th July, 1902. 2816

Bankrupt Notices

Superior Court.—District of Montreal.

In the matter of Dame Anna Rost, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection, at my office, No. 1766, Notre-Dame street, Montreal, until the 1st September, on and after which date dividends will be paid.

JOHN W. ROSS,

Curator, estate Rost.

Montreal, 14th August, 1902. 2914

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
In the matter of Octave Blier, of Fraserville, Insolvent.

Notice is hereby given that Octave Blier, contractor and workman, of the town of Fraserville, has, on the eleventh day of August instant (1902), made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court for the district of Kamouraska, at Fraserville.

MAGLOIRE DESCHENES,
2948 Provisional guardian.

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In the matter of Manson & Boright, of Magog, Insolvents.

A first dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, at Waterloo, on or after the second day of September next.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

GARDNER STEVENS,
Curator.

Waterloo, 14th August, 1902. 2964

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de F. G. Roy, de Scotstown, Qué.,
 Failli.

Avis est par le présent donné que, le 13e jour d'août courant, le dit F. G. Roy a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Saint-François.

D. O. E. DENAULT,
 Gardien provisoire.
 Sherbrooke, 13 août 1902. 2965

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Dame Elmire Meunier, "The Star Shoe Company," de Montréal, Faillie;
 et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Avis est par les présentes donné que, le onzième jour d'août 1902, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens cédés de la dite faillie, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les trente jours de la présente date, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.
 1598, rue Notre-Dame, Montréal.
 Montréal, 12 août 1902. 2959

Règles de Cour

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 1141.

Le vingt-neuvième jour de juillet mil neuf cent deux.

Présent : L'honorable juge L. B. Caron.
 Joseph Arthur Pouliot et Eugène Gervais, tous deux de Québec, peintres, et y faisant affaires ensemble en société comme peintres, sous la raison sociale de "Pouliot & Gervais,"

Demandeurs ;

vs.

Délina Ferland, épouse séparée de biens de Paul Simard, tailleur, et ce dernier mis en cause pour assister sa dite épouse, et Joseph Ferland, tous de Québec, Défendeurs.

La cour, vu l'allégation d'insolvabilité de la défenderesse, Délina Ferland, et la somme d'argent déposée en cour par l'huissier, Edgar Poitras, ordonne aux créanciers de produire en cette cause leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent ordre, suivant la loi, avec dépens, tel que demandé.

Vraie copie,
 (Signé), ALPH. BOISSONNEAULT,
 Dép. P., C.S.

Vraie copie,
 J. A. ROCHETTE,
 Procureur des demandeurs. 2951

Province de Québec, }
 District de Saguenay. } *Cour Supérieure.*
 No 1431.

Pierre D'Auteuil, avocat, de la Malbaie,
 Demandeur ;

vs.

Charles Girard, cultivateur, de Sainte-Agnès,
 Défendeur.

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 In the matter of F. G. Roy, of Scotstown, Que.,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 13th day of August instant, the said F. G. Roy has made a judicial abandonment of his property and effects for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Saint Francis.

D. O. E. DENAULT,
 Provisional guardian.
 Sherbrooke, 13th August, 1902. 2966

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Dame Emile Meunier, "The Star Shoe Company," of Montreal, Insolvent.
 and

Alexandre Desmarteau, Curator.
 Notice is hereby given that, on the eleventh day of August, 1902, by a judgment of this court, I have been named curator to the assignment of the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of the same for the benefit of her creditors.

Claims must be filed in my office within thirty days from the present date, so as to assure their collocation in the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.
 1598, Notre Dame street, Montreal.
 Montreal, 12th August, 1902. 2960

Rules of Court

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No. 1741.

The twenty ninth day of July, one thousand nine hundred and two.

Present : The Honorable judge L. B. Caron.
 Joseph Arthur Pouliot and Eugène Gervais, both of Quebec, painters, and there doing business together in partnership as painters, under the name and style of "Pouliot & Gervais,"

Plaintiffs ;

vs.

Délina Ferland, wife separated as to property of Paul Simard, tailor, and this latter " mis en cause " to assist his said wife, and Joseph Ferland, all of Quebec, Défendants.

The court, seeing the allegation of the insolvency of the defendant, Délina Ferland, and the sum of money deposited in court by the bailiff, Edgar Poitras, doth order the creditors to produce their claims in this cause, within fifteen days from the date of the first insertion of the present order, according to law, with costs, as prayed for.

True copy,
 (Signed), ALPH. BOISSONNEAULT,
 Dep. P., S.C.

True copy,
 J. A. ROCHETTE,
 Attorney for plaintiffs. 2952

Province of Quebec, }
 District of Saguenay. } *Superior Court.*
 No. 1431.

Pierre D'Auteuil, advocate, of Malbaie,
 Plaintiff ;

vs.

Charles Girard, farmer, of Sainte Agnès,
 Defendant.

Il est enjoint aux créanciers du défendeur, vu sa déconfiture, de produire au greffe de cette cour, leurs réclamations dans les quinze jours.

J. A. MARTIN,
P.C.S.

Malbaie, 4 août 1902.

2869-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Jessie Chouler, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Frederick Whitley, du même lieu, marchand, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.

Frederick Whitley, des cité et district de Montréal, marchand, Défendeur;

et

John M. Ferguson, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, avocat, Opposant.

Sur ordre de cette cour, donné le sixième jour d'août mil neuf cent deux, les créanciers du dit Frederick Whitley, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la "Gazette Officielle de Québec," accompagnées d'un état du compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

L. D. GAREAU,
P.C.S.

2881-2

Licitations

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, rendu le 30 juillet 1902, dans une cause dans laquelle dame Odile Lamarre, de la paroisse de Laprairie, district de Montréal, veuve de feu Casimir Brossard, en son vivant cultivateur, du même lieu, et Nazaire Lamarre, gardien, des cité et district de Montréal, sont Demandeurs, et Napoléon Lamarre, cultivateur, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur dûment nommé à dame Marie Lamarre, interdite, épouse de Charles Arbec, cultivateur, et ce dernier, partie aux présentes, en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse; demoiselle Ovide Lamarre, fille majeure et usant de ses droits; Michel Lamarre, ancien cultivateur; Alexis Lamarre, cultivateur; Pierre Lamarre, cultivateur; Odile Lamarre, épouse de Isale Goyette, et ce dernier, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, tous de la paroisse de Longueuil, district de Montréal; Hubert Lamarre, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert, dit district; Gilbert Lamarre, commerçant, des cité et district de Montréal; Philomène Lamarre, de Chambly Canton, dit district, veuve de feu Fortunat Daignault, en son vivant charretier, du même lieu; Eloïse Lamarre, de North Grafton, dans l'état du Massachusetts, d'un des États-Unis d'Amérique, épouse de Théophile Marcell, du même lieu, et ce dernier, partie aux présentes, pour autoriser sa dite épouse; Louis Roy,

The creditors of the defendant are ordered, seeing his discomfiture, to file their claims in the office of this court, within fifteen days.

J. A. MARTIN,
P.S.C.

Malbaie, 4th August, 1902.

2870

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Jessie Chouler, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Frederick Whitley, of the same place, merchant, and duly authorized "à ester en justice," Plaintiff;

vs.

Frederick Whitley, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant;

and

John M. Ferguson, of the town of Westmount, in the district of Montreal, advocate, Opposant.

Under the order of this court, given on the sixth day of August nineteen hundred and two, the creditors of the said Frederick Whitley, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the "Quebec Official Gazette," accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

L. D. GAREAU,
P.S.C.

2882

Licitations

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Montreal, rendered on the 30th day of July, 1902, in a certain cause in which Dame Odile Lamarre, of the parish of Laprairie, in the district of Montreal, widow of the late Casimir Brossard, in his lifetime farmer, of the same place, and Nazaire Lamarre, caretaker, of the city and district of Montreal, are Plaintiffs, and Napoléon Lamarre, farmer, personally and in his quality of curator duly appointed to Dame Marie Lamarre, interdict, wife of Charles Arbec, farmer, and the said Arbec to authorize his said wife; Miss Ovide Lamarre, spinster; Michel Lamarre, formerly farmer; Alexis Lamarre, farmer; Pierre Lamarre, farmer; Odile Lamarre, wife of Isale Goyette, and the said Isale Goyette to authorize his said wife, all of the parish of Longueuil, in the district of Montreal; Hubert Lamarre, farmer, of the parish of Saint-Hubert, said district; Gilbert Lamarre, trader, of the city and district of Montreal; Philomène Lamarre, of Chambly Canton, said district, widow of the late Fortunat Daignault, in his lifetime carter, of the same place; Eloïse Lamarre, of North Grafton, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, wife of Théophile Marcell, of the same place, and the said Théophile Marcell to authorize his said wife; Louis Roy, laborer, of the town of Saint-Lambert, said district; Alphonse Roy, farmer, of the

ouvrier, de la ville de Saint-Lambert, dit district; Alphonse Roy, cultivateur, de la paroisse de Longueuil, dit district; Arthur Roy, cultivateur, du même lieu; Pierre Roy, cultivateur, de la dite ville de Saint-Lambert; Joseph Roy, demeurant à Lynn, dans le dit état de Massachusetts; Elie Tremblay, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Hubert; Joseph Tremblay, cultivateur, du même lieu; Alphonse Tremblay, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bruno, dit district; Philomène Tremblay, des côté et district de Montréal, épouse de Désiré Brodeur, commis, du même lieu, et ce dernier, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse; Adéline Tremblay, de la dite paroisse de Saint-Hubert, épouse de Barthélémy Charron, du même lieu, et ce dernier, partie aux présentes, pour autoriser sa dite épouse; Gilbert Lamarre, jardinier, de Sainte-Philomène de Châteauguay, district de Beauharnois; Marie-Louise Lamarre, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, veuve de François Céré, en son vivant du même lieu; et Léocadie Lamarre, de la ville d'Ottawa, province d'Ontario, épouse de Henri Céré, du même lieu, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation, devant la dite cour supérieure, de certains immeubles décrits comme suit, savoir:

A. Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, en la concession du Côteau Rouge, contenant deux arpents et huit pieds au trait carré nord-ouest, et deux arpents et cinq pieds au trait carré sud-ouest, sur trente arpents et cinq perches de profondeur, le tout plus ou moins, et étant le lot de terre connu sous le numéro cent trente-neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; tenant au bout nord-ouest au lot No 140, appartenant à Napoléon Lamarre, fils d'Alexis, au sud-est au lot No 131, appartenant à Alphonse Brais, du côté sud-ouest au dit lot No 140, appartenant à Thomas Millet—avec une maison en briques et autres bâtisses dessus érigées, la dite terre étant coupée dans la largeur par le chemin du Côteau Rouge.

B. Un terrain situé en les mêmes paroisses et concession, contenant environ un arpent et demi de largeur, par trente arpents de profondeur, étant la juste moitié sud-ouest, divisée du No 135 (1/2 S. O. 135), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil; bornée au bout sud-ouest par la ligne limitative du village de Longueuil, au bout sud-est par le lot No 131, appartenant à Alphonse Brais, du côté sud-ouest par le lot No 136, appartenant à Damase Grivé, et du côté nord-est par l'autre moitié du lot officiel No 135, appartenant à Napoléon Lamarre, et ses dépendances.

Les immeubles ci-dessus désignés désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 5 SEPTEMBRE 1902, dans la salle d'audience du palais de justice, en la cité et le district de Montréal, cour tenante, en la chambre No 31, à DIX heures ET DEMIE du matin; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites

said parish of Longueuil, said district; Arthur Roy, farmer, of the same place; Pierre Roy, farmer, of the said town of Saint Lambert; Joseph Roy, residing at Lynn, in the said state of Massachusetts; Elie Tremblay, farmer, of the said parish of Saint Hubert; Joseph Tremblay, farmer, of the same place; Alphonse Tremblay, farmer, of the parish of Saint Bruno, said district; Philomène Tremblay, of the city and district of Montreal, wife of Désiré Brodeur, clerk, of the same place, and the said Désiré Brodeur to authorize his said wife; Adéline Tremblay, of the said parish of Saint Hubert, wife of Barthélemy Charron, of the same place, and the said Barthélemy Charron to authorize his said wife; Gilbert Lamarre, gardener, of Sainte Philomène de Châteauguay, district of Beauharnois; Marie-Louise Lamarre, of the city of Saint Henri, district of Montreal, widow of François Céré, in his lifetime of the same place, and Léocadie Lamarre, of the city of Ottawa, province of Ontario, wife of Henri Céré, of the same place, are Defendants, ordering the sale by licitation, before the said superior court, of certain immovables described as follows, to wit:

A. A certain piece of land situate in the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the concession of Côteau Rouge, measuring two arpents and eight feet, at the north west "trait carré," and two arpents and five feet at the south west "trait carré," and extending to a depth of 30 arpents and five perches, the whole more or less, and being that certain piece of land known and designated under No. 139, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded to the north west end by lot No. 140, belonging to Napoléon Lamarre, son of Alexis, to the south east by lot No. 131, belonging to Alphonse Brais, to the south west by the said lot No. 140, belonging to Thomas Millet—with the brick house and other buildings thereon erected, the said piece of land being divided lengthwise by the Côteau Rouge road.

B. A certain piece of land situate in the same parish and concession, and measuring about one arpent and a half in width, by 30 arpents in depth, being the exact south west half of the divided No. 135 (1/2 S. W. 135), of the official plan and book of reference, of the parish of Saint Antoine de Longueuil; bound to the south west by the limits of the village of Longueuil, to the south east end by lot No. 131, belonging to Alphonse Brais, to the south west by lot No. 136, belonging to Damase Grivé, and to the north east by the other half of the official lot No. 135, belonging to Napoléon Lamarre, and its dependencies.

The above described immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 5th of SEPTEMBER, 1902, in the court room, at the court house, in the city and district of Montreal, during the sitting of the said court, in room No. 31, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the office of the protonotary of the said court, and that all oppositions "afin d'annuler, afin de charge," or "afin de distraire" to the said licitation, must be filed with the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication, and that all oppositions "afin de conserver" must be filed within six days after the adjudication, and, in default by

oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BISAILLON

Avocats des demandeurs.

Montréal, 30 juillet 1902. 2811-2
[Première publication, 2 août 1902.]

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1647.

James Cutler, Demandeur;

vs.

Christopher Cutler *et al.*, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le cinquième jour de mai dernier (1902), dans une cause dans laquelle James Cutler, des cité et district de Montréal, mécanicien, est Demandeur; et Christopher Cutler, marbrier; Dennis Cutler, garde-magasin; John Cutler, marbrier; Mary Ann Cutler, épouse commune en biens de Thomas Edwards, journalier, et le dit Thomas Edwards pour autoriser son épouse; Peter Cutler, journalier; Julia Cutler, épouse de John Cantwell, peintre, et le dit John Cantwell pour autoriser son épouse, tous des cités et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, savoir:

Ce certain lot de terre maintenant connu comme lot numéro officiel 2846, de la paroisse de Montréal.

Que la propriété ci-dessus désignée sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, division de pratique No 31, du palais de justice de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

McLENNAN & HOWARD,

Procureurs du demandeur.

Montréal, 22 juillet 1902. 2711-2
[Première publication, 26 juillet.]

Ratification

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 384.

Ex parte: The Montreal Park and Island Railway Company, corporation civile, ayant son principal établissement dans la cité et district de Montréal,

Requérant ratification de titre;
et

James Armstrong et John Jeremiah Cook, tous deux de la cité de Toronto, province d'Ontario, agents d'immeubles,

Propriétaires.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure de ce district:

1° Un jugement de la dite cour supérieure, en date du 24 octobre 1901, dans une cause No 234, des dossiers de la dite cour, dans laquelle les dits propriétaires étaient demandeurs, et la dite compagnie requérante, défenderesse, condamnant la dite compagnie à payer aux dits propriétaires \$1161.50

the parties of filing the said oppositions in the delays above prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for the plaintiffs.

Montreal, 30th July, 1902. 2812
[First published, 2nd July, 1902.]

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1647.

James Cutler, Plaintiff;

vs.

Christopher Cutler *et al.*, Defendants.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the fifth day of May last, (1902), in a cause in which James Cutler, of the city and district of Montreal, machinist, is Plaintiff; and Christopher Cutler, marble-cutter; Dennis Cutler, storeman; John Cutler, marble-cutter; Mary Ann Cutler, wife common as to property of Thomas Edwards, labourer, and the said Thomas Edwards to authorize his wife; Peter Cutler, labourer; Julia Cutler, wife of John Cantwell, painter, and the said John Cantwell to authorize his wife, all of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

That certain lot now known as lot official number 2846, of the parish of Montreal.

That the property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, (1902), at HALF-PAST TEN of the clock in the forenoon, in the practice court, room No. 31 of the court house, in Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and any opposition to annul, secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication on pain of being foreclosed; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

McLENNAN & HOWARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd July, 1902. 2712
[First published, 26th July, 1902.]

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 384.

Ex parte: The Montreal Park & Island Railway Company, a body politic and corporate, having its principal place of business at the city and district of Montreal,

Petitioner for confirmation of title;
and

James Armstrong and John Jeremiah Cook, both of the city of Toronto, province of Ontario, real estate agents,

Proprietors.

Notice is hereby given that there have been lodged in the office of the prothonotary of the superior court of this district:

1. A judgment of the said superior court, of the 24th October, 1901, in a case No. 234, of the records of said court, wherein the said proprietors were plaintiffs, and the said company petitioner defendant, condemning the said company to pay said proprietors \$1161.50 with interest from the 30th

avec intérêt à compter du 30 août 1899, représentant la valeur de l'immeuble suivant occupé par le chemin de fer de la dite compagnie pendant les trois dernières années, en par eux lui en donnant titre valable, sans préjudice à une servitude existant sur le dit immeuble, savoir : une lisière de terre située dans la paroisse de Lachine, dit district, d'une largeur de 30 pieds par 774 pieds de long, et d'une superficie totale de 23230 pieds, mesure anglaise, étant ci-devant connue et désignée comme la partie nord des numéros de subdivision cent quarante, cent cinquante-quatre et deux cent vingt-cinq, du lot numéro neuf cent seize, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine (916, 140, 154, 225); bornée au sud par le résidu des dites subdivisions, au nord par le lot 1026, (chemin de fer Montréal et Champlain), à l'est par le lot No 922, des dits plan et livre de renvoi, à l'ouest par la ligne de division entre la paroisse et la ville de Lachine, la dite lisière formant maintenant partie du lot No 1035, des dits plan et livre de renvoi officiels, étant bornée au sud par le résidu des dites subdivisions, au nord par le dit lot 1026, à l'est par une autre partie du dit lot 1035, et à l'ouest par le lot 809, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine.

2° Un jugement de la cour de révision du dit district, en date du 27 mars 1902, confirmant le dit jugement.

3° La somme de treize cent quarante-neuf dollars et vingt cents (\$1,349.20) étant le montant du dit jugement en capital et intérêt tel que susdit; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit jugement, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, division de pratique, au palais de justice à Montréal, à 10.30 a. m., le onze septembre 1902, une demande en ratification de titre en vertu des dispositions de l'acte des chemins de fer du Canada; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

L. D. GAREAU,

D.P.C.S.

Montréal, 2 juillet 1902.

2709.2

August, 1899, as representing the value of the following immovable occupied by the said company's railroad, during the three years now last past, on their giving therefor a valid title, without prejudice to a certain servitude existing thereon, to wit : a piece of land situate in the parish of Lachine, said district, of a width of thirty feet by 774 feet long and a total superficies of 23230 f. et, english measure, heretofore known and designated as the northern part of subdivision numbers one hundred and forty, one hundred and fifty-four and two hundred and twenty-five, of lot number nine hundred and sixteen, on the official plan and book of reference of the parish of Lachine (916, 140, 154, 225); bounded on the south side by the residue of said subdivisions, on the north side by lot number 1026, (Montreal and Champlain Railway), on the east side by lot number 922, of said plan and book of reference, on the west side by the dividing line between the parish and the town of Lachine, the said strip of land now being part of lot number 1035, of the said plan and book of reference, and being bounded on the south side by the residue of said subdivisions, on the north side by said lot number 1026, on the east side by another part of said lot 1035, and on the west side by lot number 809, of the official plan and book of reference of the town of Lachine.

2 A judgment of the court of review of said district, of the 27th March, 1902, confirming said judgment.

3. The sum of thirteen hundred and forty nine dollars and twenty cents (\$1,349.20) being the amount of said judgment in capital and interest as aforesaid; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said judgment, are hereby notified that application will be made to said court, practice division, at the Court House at Montreal, at 10 30 a. m., on the eleventh September 1902, for a judgment of confirmation of title, under the provisions of the Railway Act of Canada, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to file the same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

L. D. GAREAU,

D.P.S.C.

Montreal, 2nd July, 1902.

2710

Ventes par le Sherif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : **ULRIC MARCOTIE**, Demandeur; contre **MICHEL TOULOUSE**, à savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Georges, en la seigneurie d'Aubert-Gallion, en le rang Saint-Jean A, contenant environ cinquante arpents en superficie, étant le lot numéro cent soixante et quatorze (174), suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Georges; bornée d'un côté, au nord-est, par Alexis Morin, et de l'autre côté, au sud-ouest, par Michel Toulouse — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: **ULRIC MARCOTIE** Plaintiff; against **MICHEL TOULOUSE**, to wit :

A land situated in the parish of Saint Georges, in the seigniorie of Aubert-Gallion, in the Saint Jean A range, containing about fifty arpents in superficies, being lot number one hundred and seventy four (174), of the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Georges; bounded on one side, to the north east, by Alexis Morin, and on the other side, to the south west, by Michel Toulouse—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. POIRIER, Shérif.

Bureau du shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce,
12 août 1902. 2935
[Première publication, 16 août 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir : } ULRIC MARCOTTE ET AL.
No 3379. } Demandeurs ; contre LE
HERITIERS de feu Joseph Pepin, fils, Défendeurs, à savoir :

Tous les droits et prétentions qu'ont et peuvent avoir les défendeurs en cette cause, sur une terre contenant trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée en front par la rivière Chaudière, d'un côté, au sud-est, à Gédéon Lachance, et au nord-ouest à Elzéar Pomerleau, étant le lot numéro huit a (8a), suivant le cadastre officiel pour le premier rang du canton de Shenley, en les comté et district de Beauce—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER, Shérif.

Bureau du shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce,
12 août 1902. 2937
[Première publication, 16 août 1902.]

MANDAT DE CURATEUR

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } ARTHUR DEMERS, Failli ;
No 3327. } et HONORE GRE-
GOIRE, Curateur, à ce dûment autorisé sous l'article 879 du Code de procédure civile de la province de Québec, à savoir :

Tous les droits de possession et de préemption, titres, intérêts et réclamations sur un terrain d'environ quatre acres et demi de largeur sur environ quatorze acres de profondeur, plus ou moins, situé en la paroisse de Saint-Honoré de Shenley, dans le septième rang ; ce terrain est borné en front, au nord-est, au chemin public, du côté sud-est, partie au terrain de Louis Fortier, et partie à Prudent Boutin ou représentant, au bout sud-ouest, au dit Prudent Boutin, et du côté nord-ouest, à Joseph Fontaine, ce terrain faisant apparemment partie du lot de terre numéro quatorze (14), dans le septième rang du canton de Shenley-Sud, sur le cadastre officiel pour le dit canton de Shenley-Sud—avec le moulin à scie dessus construit et accessoires, bouilloires, engins, tournants, virants, travaillants, et en général toutes les machines actuellement en usage dans le dit moulin à scie, excepté la moulange d'acier actuellement dans le susdit moulin, appartenant à Vessot de Joliette.

Sauf et à distraire du terrain susdécrit, le long de la ligne sud-est, une lisière de terre de trente pieds de large sur la profondeur d'environ un arpent, qu'il y a, à partir du chemin public, à aller jusqu'en arrière des bâtisses érigées sur l'emplacement voisin, au sud-est, appartenant à Louis Fortier.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER, Shérif.

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 21 juillet 1902.
2701.2
[Première publication, 26 juillet 1902.]

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges of Beauce, on the SEVENTEENTH day or SEPTEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

JOS. POIRIER, Sheriff.

Sheriff's office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce,
12th August, 1902. 2936
[First published, 16th August, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit : } ULRIC MARCOTTE ET AL.,
No. 3379. } Plaintiffs ; against THE
HEIRS of the late Joseph Pepin, junior, Defendants, to wit :

All the rights and pretensions which the defendants in this cause have or may have, upon a land containing three arpents in front by twenty arpents in depth, more or less ; bounded in front by the river Chaudière, on one side, to the south east, by Gédéon Lachance, and on the north west by Elzéar Pomerleau, being lot number eight a (8a), according to the official cadastre for the first range of the township of Shenley, in the county and district of Beauce—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office for the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER, Sheriff.

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce,
12th August, 1902. 2938
[First published, 16th August, 1902.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } ARTHUR DEMERS, Insol-
No. 3327. } vent ; and HONORE GRE-
GOIRE, Curator, hereunto duly authorized under article 879 of the Code of civil procedure of the province of Quebec, to wit :

All the rights of possession and pre-emption, title, interest and claims on a lot of about four acres and a half in width by about fourteen acres in depth, more or less, situate in the parish of Saint Honoré de Shenley, in the seventh range ; this lot is bounded in front, on the north east, by the public road, on the south east side, partly by the lot of Louis Fortier, and partly by Prudent Boutin or representative, at the south west end, by the said Prudent Boutin, and on the north west side, by Joseph Fontaine, this lot forming apparently part of lot of land number fourteen (14), in the seventh range of the township of Shenley South, on the official cadastre for the said township of Shenley South—with the saw mill thereon erected and accessories, boilers, engines, machinery, gear, apparatus, and generally all the machines actually in use in the said saw mill, except the steel millstone actually in use in the said mill, belonging to Vessot de Joliette.

Reserving and excepting from the lot above described, along the south east line, a strip of land of thirty feet in width by the depth of about one arpent, which there is, starting from the public road, and going in rear of the buildings erected on the adjoining lot on the south east, belonging to Louis Fortier.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER, Sheriff.

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 21st July, 1902.
2702
[First published, 26th July, 1902.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Province de Québec, } **RE FRANK A. CANTWELL**, Insolvable; et **ARTHUR WADE WILKS** et **JOSEPH WILFRID MICHAUD**, tous deux de la cité de Montréal, comptables, curateurs conjoints; et des dits curateurs conjoints, Requérants.

1o Un lot de terre situé dans le township de Franklin, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels comme numéro onze A (11A), dans le premier rang de Russelltown.

2o Un autre lot de terre dans le township de Franklin, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels comme numéro douze A (12A), dans le dit premier rang de Russelltown.

3o Le lot de terre connu aux plan et livre de renvoi officiels comme numéro douze A (12A), dans le second rang de Russelltown, township de Franklin.

4o Un autre lot situé dans le dit township de Franklin, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels comme numéro douze C (12C), du second rang de Russelltown.

5o Un lot de terre situé dans le township de Franklin, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels comme numéro treize A (13A), du second rang de Russelltown.

6o Un autre lot de terre dans le dit township de Franklin, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels comme numéro treize E (13E), du dit second rang de Russelltown.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine Abbée, **LUNDI**, le **QUINZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif,
Beauharnois, 11 août 1902.Shérif,
2933

[Première publication, 16 août 1902.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **REVEREND NAPOLEON LECLERC**, curé de la paroisse de Sainte-Anne, dans la cité de Woonsocket, dans l'état du Rhode Island, un des états-unis d'Amérique, Demandeur; contre les meubles et terres de **DAME MARIE LOUISE EUGENIE GAUDETTE**, épouse séparée de biens par contrat de mariage de **Philias Morissette**, notaire, tous deux du village de **Shefford Ouest**, district de Bedford, et le dit **Philias Morissette** pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, Défendeurs.

1o Un morceau de terre de forme irrégulière, situé dans le village de **Shefford Ouest**, dans le district de Bedford, formant partie du lot numéro onze cent quatre-vingt-onze (1191), des plan et livre de renvoi

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Province of Quebec, } **RE FRANK A. CANTWELL**, Insolvent; and **ARTHUR WADE WILKS** and **JOSEPH WILFRID MICHAUD**, both of the city of Montreal, accountants, joint curators; and the said joint curators, Petitioners.

1. A lot of land situate in the township of Franklin, known and distinguished on the official plan and book of reference as number eleven A (11A), in the first range of Russelltown.

2. Another lot of land in the township of Franklin, known and distinguished on the official plan and book of reference as number twelve A (12A), in the said first range of Russelltown.

3. The lot of land known and distinguished on the official plan and book of reference as number twelve A (12A), in the second range of Russelltown, in the township of Franklin.

4. Another lot situated in the said township of Franklin, known and distinguished on the official plan and book of reference as number twelve C (12C), of the second range of Russelltown.

5. A lot of land situated in the township of Franklin, known and distinguished on the official plan and book of reference as number thirteen A (13A), of the second range of Russelltown.

6. Another lot of land in the said township of Franklin, known and distinguished on the official plan and book of reference as number thirteen E (13E), of the second range of Russelltown.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine Abbée, on **MONDAY**, the **FIFTEENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office,
Beauharnois, 11th August, 1902.Sheriff,
2934

[First published, 16th August, 1902.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } **REVEREND NAPOLEON LECLERC**, parish priest of the parish of Sainte Anne, in the city of Woonsocket, in the state of Rhode Island, one of the united states of America, Plaintiff; against the goods and lands of **DAME MARIE LOUISE EUGENIE GAUDETTE**, wife separate as to property, by ante nuptial contract of **Philias Morissette**, notary, both of the village of **West Shefford**, district of Bedford, and the said **Philias Morissette** for the purpose of authorizing his said wife to ester en justice, Defendants.

1. A piece of land of irregular form, situate in the village of **West Shefford**, in the district of Bedford, forming part of lot number eleven hundred and ninety one (1191), of the official plan and book

officiels du canton de Shefford, commençant à mesurer au poteau coin sud-ouest du dit lot numéro 1191, et allant vers l'est avec une ligne parallèle avec le chemin public une distance de trente-sept pieds ; de là, allant nord-est avec une ligne formant un angle de quatre-vingt quinze degrés avec le dit chemin, une distance de quatre-vingts pieds ; de là, allant vers le nord dans une ligne droite jusqu'à un point situé à une distance de cent quatre-vingt-huit pieds sur la ligne ouest du dit lot numéro onze cent quatre-vingt-onze, et de là suivant la ligne jusqu'au dit chemin.

2° Un autre morceau de terre formant partie du lot numéro onze cent quatre-vingt-dix, du dit cadastre, et décrit comme suit : commençant à mesurer au poteau coin sud-est du dit lot numéro onze cent quatre-vingt-dix, et allant ouest en suivant le dit chemin, une distance de seize pieds ; de là, allant nord, à un angle droit avec le dit chemin, une distance de huit pieds ; de là, allant plus vers le nord dans une ligne parallèle avec la ligne est du dit lot numéro onze cent quatre-vingt-dix, une distance de cent pieds ; de là, allant ouest jusqu'à sa rencontre avec la dite ligne est, et de là suivant cette dernière jusqu'au point de départ.

Les dits deux morceaux de terre—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, formant un emplacement et pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-François-Xavier de Shefford, dans le village de Shefford Ouest, district de Bedford, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 21 juillet 1902. 2703.2
[Première publication, 26 juillet 1902.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir : **ANDREW COHEN**
No 2379. **JOSEPH ET MONTE-
FIORE JOSEPH**, tous deux de la cité de Québec, marchands, y faisant affaires comme tels en société sous les nom et raison de "A. Joseph & Son," Demandeurs ; contre **DIDIME SAVARD**, de l'endroit appelé Saint-Jérôme, Lac Saint-Jean, dans le district de Chicoutimi, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Saint-Jérôme, en la paroisse de Saint-Jérôme, faisant partie du numéro un (No 1), du rang A, du canton Métabetchouan ; borné au nord à un chemin public, en arrière, vers le sud, à Antoine Gauthier, du côté ouest à Cléophas Mathieu, et par le côté est à Napoléon Gagné, contenant un demi arpent, plus ou moins—avec ses bâtisses et circonstances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Jérôme, dans le district de Chicoutimi, le DIX-SEPTIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 13 août 1902. 2953
[Première publication, 16 août 1902.]

of reference of the township of Shefford, commencing to measure at the south west corner, post of said lot number 1191, and going east with a parallel line with the public road, a distance of thirty seven feet ; thence, going north easterly with a line forming an angle of ninety five degrees with said road, a distance of eighty feet ; thence, going towards the north in a straight line to a point situate at a distance of one hundred and eighty eight feet on the west line of said lot number eleven hundred and ninety one, and thence, following said line to said road.

2. Another piece of land forming part of lot number eleven hundred and ninety, of said cadastre, and described as follows : commencing to measure at the south east corner, post of said lot number eleven hundred and ninety, and going west following said road, a distance of sixteen feet ; then going north at right angle with said road, a distance of eighty feet ; then going more towards the north in a parallel line with the east line of said lot number eleven hundred and ninety, a distance of one hundred feet ; thence, going west till it strikes said east line, and thence following the latter to the point of starting.

The said two pieces of land—with the buildings and improvements thereon erected, forming an emplacement and to be sold *en bloc*.

To be sold at the parish church door of Saint Francois-Xavier de Shefford, in the village of West Shefford, and district of Bedford, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 21st July, 1902. 2704
[First published, 26th July, 1902.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Chicoutimi, to wit : **ANDREW COHEN**
No. 2379. **JOSEPH AND MONTE-
FIORE JOSEPH**, both of the city of Quebec, merchants, trading there as such in co-partnership under the firm, name and style of "A. Joseph & Son," Plaintiffs ; against **DIDIME SAVARD**, of the place called Saint Jérôme, Lake Saint John, in the district of Chicoutimi, Defendant.

An emplacement situated in the village of Saint Jérôme, in the parish of Saint Jérôme, forming part of number one (No. 1), of range A, of the township of Métabetchouan ; bounded on the north by the public highway, in rear, to the south, by Antoine Gauthier, on the west side by Cléophas Mathieu, and on the east side by Napoléon Gagné, containing one half arpent, more or less—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Jérôme, in the district of Chicoutimi, on the SEVENTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 13th August, 1902. 2954
[First published, 16th August, 1902.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas :

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : **ALPHONSE F. PELLE-**
No 2983. **A TIER**, marchand, de

Trois Pistoles, Demandeur ; contre les immeubles de **OCTAVE BLIER**, entrepreneur charpentier, de la ville de Fraserville, Défendeur, à savoir :

1o Un emplacement de cinquante pieds de front sur deux cents pieds de profondeur, situé au deuxième rang de la paroisse de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup, dans le comté de Témiscouata ; borné au sud au chemin public, au nord à Dame Silvio Pelletier, au nord-est à Eusèbe Bérubé, et au sud-ouest au numéro quarante-trois, du cadastre de la ville de Fraserville—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, lequel emplacement fait partie du numéro neuf cent trente-sept (937), du cadastre de la dite paroisse de la Rivière-du-Loup.

2o Un emplacement situé en la ville de Fraserville, au sud-ouest du chemin public—avec maison et autres bâtisses dessus construites, étant le numéro trente-huit (38) du cadastre de la dite ville—circonstances et dépendances.

3o Un autre emplacement situé au même lieu, étant le numéro quarante-trois (43), du plan cadastral de la ville de Fraserville—avec maison, moulin à scier à vapeur, engin, bouilloire, 'planer' et autres machines et machineries et objets appartenant et dépendant du dit moulin, et autres dépendances et accessoires.

4o Deux autres emplacements situés au même endroit, étant les numéros quarante-quatre et quarante-cinq (44 et 45), du plan cadastral de la ville de Fraserville—sans bâtisse.

A charge par les dits lots numéros trente-huit quarante-trois, ce dernier numéro comme sûreté collatérale du dit numéro trente-huit, de fournir et payer à Dame Mathilde Rioux, veuve de feu Octave Voisine, les soins, servitudes et charges auxquels elle a droit en vertu de la donation faite par elle et son mari, le vingt-neuf novembre 1894, devant M^{re} J. A. Roy, notaire, et enregistrée le dix janvier suivant, au bureau d'enregistrement de Témiscouata.

Pour être vendus à mon bureau, à Fraserville, à DIX heures du matin, **MERCREDI**, le **DIX-SEPTIEME** jour de septembre prochain. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du shérif,

Fraserville, 12 août 1902.

[Première publication, 16 août 1902.]

Shérif.
2941

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : **ALPHONSE F. PELLE-**
No. 2983. **A TIER**, of Trois Pistoles,

merchant, Plaintiff ; against the immovable property of **OCTAVE BLIER**, contractor and carpenter, of the town of Fraserville, Defendant, to wit :

1. An emplacement of fifty feet in front by two hundred feet in depth, situate in the second range of the parish of Saint Patrice de la Rivière-du-Loup, in the county of Témiscouata ; bounded on the south by the public road, on the north by Dame Silvio Pelletier, on the north east by Eusèbe Bérubé, and on the south west by number forty three, of the cadastre of the town of Fraserville—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, which emplacement forms part of number nine hundred and thirty seven (937), of the cadastre of the said parish of Rivière-du-Loup.

2. An emplacement situated in the town of Fraserville, on the south west of the public road—together with the house and other buildings thereon erected, being number thirty eight (38), of the cadastre of the said town, circumstances and dependencies.

3. Another emplacement situated at the same place, being number forty three (43), of the cadastral plan of the town of Fraserville—together with the house, steam saw mill, engine, boiler, planing and other machines and machinery and objects belonging to and forming part of the said mill, and other dependencies and accessories.

4. Two other emplacements situated at the same place, being numbers forty four and forty five (44 and 45), of the cadastral plan of the town of Fraserville—without building.

Subject the said lots numbers thirty eight and forty three, the last named number as collateral security of the said lot number thirty eight, to furnish and pay to Dame Mathilde Rioux, widow of the late Octave Voisine, the care, servitudes and charges to which she is entitled under the donation made by her and her husband, on the twenty ninth day of November, 1894, before M^{re} J. A. Roy, notary, and registered the tenth day of January following, at the registry office of Témiscouata.

To be sold at my office, at Fraserville, at **TEN** of the clock in the forenoon, on **WEDNESDAY**, the **SEVENTEENTH** day of **SEPTEMBER** next. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office,

Fraserville, 12th August, 1902.

[First published, 16th August, 1902.]

Sheriff.
2942

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montreal.

Montréal, à savoir: **DAVID S. LEACH**, No 747. **DAVID S. LEACH**, avocat, de la cité et district de Montréal; et **DAME JESSIE RENNIE LEACH**, du même lieu, veuve de feu Thomas F. G. Howell, en son vivant du même lieu, écuyer, Demandeurs; contre les terres et tenements de **WILLIAM DE CLARE REDMAYNE**, de la cité de Montréal, gentilhomme, Défendeur.

Les trente et un centièmes parties indivises de ce lot de terre vacant, situé à la Côte Saint-Pierre, dans le dit district, étant la subdivision soixante et dix-sept, du lot connu et désigné sous le numéro cent trente-huit, des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal, contenant soixante pieds de largeur sur cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par l'avenue Percival (projetée), en arrière par le lot de cadastre cent trente-neuf (139), de la dite paroisse de Montréal, d'un côté par la subdivision soixante et seize (76), et de l'autre côté par la subdivision soixante et dix-huit (78), du dit lot cent trente-huit (138)—avec toutes les appartenances y appartenant.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 12 août 1902. 2939
[Première publication, 16 août 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir: **LE REVEREND AUGUSTE LACASSE**, p être curé, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, dans la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **DAME EUPHEMIE LENOIR**, du même lieu, veuve de François-Xavier Héty, en son vivant de la paroisse de Lachine, dit district, Défenderesse.

1o Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans le village de Saint-Michel de Vaudreuil; borné en front par la rue Saint-Jean-Baptiste, connu et désigné sous le numéro sept (No 7), des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Michel de Vaudreuil—avec une maison en bois, lambrassée en brique, et autres bâtisses sus-érigées.

2o Un autre emplacement sis et situé au même lieu; borné en front par la rue Saint-Jean-Baptiste, composé des lots numéros huit et huit A (Nos 8 et 8A), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Saint-Michel de Vaudreuil, dans le dit comté—avec une maison en bois en autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 13 août 1902. 2957
[Première publication, 16 août 1902.]

DUPLICATA.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir: **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA**, corps politique et dûment incorporé,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: **DAVID S. LEACH**, No. 747. **DAVID S. LEACH**, advocate, of the city and district of Montreal, and **DAME JESSIE RENNIE LEACH**, of the same place, widow of the late Thomas F. G. Howell, in his lifetime of the same place, esquire, Plaintiffs; against the lands and tenements of **WILLIAM DE CLARE REDMAYNE**, of the city of Montreal, gentleman, Defendant.

The undivided thirty one hundredth part of that certain vacant lot of land, situate at Côte Saint Pierre, in said district, being subdivision seventy seven, of the lot known and designated as number one hundred and thirty eight, of the official plan and book of reference for the parish of Montreal, containing sixty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, english measure, and more or less; bounded in front by Percival avenue (projected), in rear by cadastral lot one hundred and thirty nine (139), of said parish of Montreal, on one side by subdivision seventy six (76), and on the other side by subdivision seventy eight (78), of said lot one hundred and thirty eight (138)—with all the appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 12th August, 1902. 2940
[First published, 16th August, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE REVEREND AUGUSTE LACASSE**, priest curate, of the parish of Sainte Elizabeth, in the city of Saint Henri, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME EUPHEMIE LENOIR**, of the same place, widow of the late François-Xavier Héty, in his lifetime of the parish of Lachine, in the said district, Defendant.

1. A lot of land or emplacement situate and being in the village of Saint Michel de Vaudreuil; bounded in front by Saint Jean Baptiste street, known and designated as number seven (No 7), of the official plan and book of reference of the village of Saint Michel de Vaudreuil, in the county of Vaudreuil—together with a wooden house and other buildings thereon erected.

2. Another emplacement situate and being in the same place; bounded in front by Saint Jean-Baptiste street, comprising lots numbers eight and eight A (Nos. 8 and 8A), of the official plan and book of reference of the said village of Saint Michel de Vaudreuil, in the said county—together with a wooden house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 13th August, 1902. 2958
[First published, 16th August, 1902.]

DUPLICATA.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA**, a body politic and corporate, duly in-

ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements du REVEREND ALFRED LEON SENTENNE, prêtre, FRANÇOIS ST. GERMAIN, agent d'immeubles, et RODOLPHE BEAUDRY, docteur en médecine, tous des cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu François-Xavier Beaudry, en son vivant de la cité de Montréal, propriétaire d'immeubles, le dit Rodolphe Beaudry étant maintenant absent aux états unis d'Amérique, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux et en la possession des dits défendeurs ès-qualité l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal—circonstances et dépendances, étant le lot subdivision A, du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, sous le No 337; borné en front par une partie du dit lot 337, maintenant formant partie de la rue principale Saint-Laurent, telle qu'élargie, ensemble avec tous les droits de passage et autrement dont les dits défendeurs ou leurs auteurs ont eus ou peuvent avoir eus dans toute ruelle ou ruelles communiquant avec le dit lot maintenant décrit ou toute partie d'icelui.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 13 août 1902. 2955

[Première publication, 16 août 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **NAPOLEON CHARBON-**
No 2432. } **NEAU**, avocat, du vil-
lage de la Pointe-Claire, et **HORMISDAS PELLE-**
TIER, avocat, de la ville de Saint-Louis, pratiquant
à Montréal, en société, sous les nom et raison de
"Charbonneau & Pelletier," avocats distrayant
dans une certaine cause où **HONORE THAU-**
VETTE, marchand, de la paroisse de Saint-Lazare,
district de Montréal, était Demandeur; et **JEAN-**
BAPTISTE THERIEN, du même lieu, était Dé-
fendeur.

Saisi comme appartenant et en la possession du dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Lazare, comté de Vaudreuil; borné en front, par le chemin public, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-et-treize (273), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Lazare—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse de Saint-Lazare, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-shérif.
Montréal, 23 juillet 1902. 2717.2
[Première publication, 26 juillet 1902.]

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).

District de Joliette.

Montréal, à savoir : } **E. GASPARD PICHE,**
No. 3305. } comptable, de la ville
de Joliette, dans le district de Joliette, curateur, à
ce dûment autorisé sous l'article 879 du Code de
procédure civile de la province de Québec, comme
curateur aux biens de **EUGENE TESSIER** dit
LAVIGNE, commerçant, de la cité de Montréal,
faisant affaires à Joliette, dans le district de Joliette,
sous les nom et raison de "La Manufacture de bis-
cuits et de sucreries de Joliette," Failli.

incorporated, and having their chief place of business in the city of Montreal, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of REVEREND ALFRED LEON SENTENNE, priest, FRANÇOIS ST. GERMAIN, real estate agent, and RODOLPHE BEAUDRY, doctor of medicine, all of the city and district of Montreal, in their capacity of testamentary executors of the last will and testament of the late François-Xavier Beaudry, in his lifetime of the city of Montreal, real estate proprietor, the said Rodolphe Beaudry being presently absent in the united states of America, Defendants.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendants ès-quality, the immovable hereinafter mentioned, to wit :

A lot of land situate in the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal—circumstances and dependencies, being lot subdivision A, of the lot known upon the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, by the No. 337; bounded in front by a portion of said lot 337, now forming part of Saint Lawrence main street, as widened, together with all rights of passage and otherwise, which the said defendants or their "auteurs" may have or might have had in any lane or lanes communicating with said lot presently described or any part thereof.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 13th August, 1902. 2956

[First published, 16th August, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **NAPOLEON CHARBON-**
No. 2432. } **NEAU**, advocate, of the
village of Pointe Claire, and **HORMISDAS PELLE-**
TIER, advocate, of the town of Saint Louis, prac-
tising at Montreal, in partnership, under the style
and firm of "Charbonneau & Pelletier", advocates,
distracting in a certain suit where **HONORE THAU-**
VETTE, merchant, of the parish of Saint Lazare,
district of Montreal, was Plaintiff; and **JEAN-**
BAPTISTE THERIEN, of the same place, was
Defendant.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant, the following immovable, to wit :

A lot of land situate in the parish of Saint Lazare, county of Vaudreuil; bounded in front by the public road, known and designated as number two hundred and seventy three (273), upon the official plan and book of reference of the said parish of Saint Lazare—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Lazare, on the TWENTY EIGHTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 23rd July, 1902. 2718
[First published, 26th July, 1902.]

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).

District of Joliette.

Montreal, to wit : } **E. GASPARD PICHE,**
No. 3305. } accountant, of the town
of Joliette, in the district of Joliette, curator here-
unto duly authorized under article 879 of the Code
of civil procedure of the province of Quebec, as
curator to the estate of **EUGENE TESSIER** dit
LAVIGNE, trader, of the city of Montreal, doing
business at Joliette, in the district of Joliette, under
the style and firm of "La Manufacture de biscuits
et de sucreries de Joliette", Insolvent.

1° Un lot de terre situé en la ville de Maisonneuve ; borné en front par l'avenue Pie IX, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et un B 261B, de la subdivision du lot numéro quatorze (14), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, de la contenance d'une largeur de vingt-cinq pieds, par une profondeur de cent vingt pieds, plus ou moins, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites, et avec le droit de passage en commun, sans causer aucun embarras dans la ruelle portant les numéros de subdivision deux cent soixante et quatorze, deux cent soixante et quinze et deux cent quatre-vingt-trois, du lot numéro quatorze, du dit cadastre, pour communiquer à la rue Maisonneuve.

2° La moitié ouest d'un certain lot de terre situé sur le côté sud de la rue Notre-Dame, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro soixante et dix (70), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites, contenant, la dite moitié de lot, vingt et un pieds et neuf pouces de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins ; bornée en front par la rue Notre-Dame, en arrière par un terrain appartenant aux commissaires du Hâvre de Montréal, d'un côté par le lot numéro soixante et onze, et de l'autre côté par l'autre moitié du dit numéro soixante et dix.

3° Un autre lot de terre situé en la cité de Montréal ; borné en front par la rue Sainte-Catherine, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (286), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites.

4° Un autre lot de terre situé au même lieu ; borné en front par la rue Sainte-Catherine, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-sept (287), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites.

5° Un autre lot de terre situé au même lieu ; borné en front par la rue Amherst, connu et désigné sous le numéro vingt-deux (22), de la subdivision du lot numéro neuf cent soixante et quatorze (974), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec les bâtisses dessus construites.

En vertu d'un jugement de l'honorable juge de Lorimier, en date du dix-sept (17) juillet 1902, les paragraphes trois et quatre (3-4) seront vendus en bloc, comme un seul lot.

—Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif. Député shérif.
Montréal, 22 juillet 1902. 2426.2

Première (1ère) publication du 28 juin 1902 et deuxième (2e) publication du 19 juillet 1902 sont nulles.

[Première publication, 26 juillet 1902.]

1. A lot of land situate in the town of Maisonneuve ; bounded in front by the avenue Pius IX, known and described as number two hundred and sixty-one B (261B), of the subdivision of lot number fourteen (14), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, having a width of twenty-five feet by a depth of one hundred and twenty feet, more or less, english measure—with the buildings thereon erected, and with a right of passage in common, without causing any obstruction in the lane bearing the subdivision numbers two hundred and seventy-four, two hundred and seventy-five and two hundred and eighty-three, of the lot number fourteen, of the said cadastre, to communicate with Maisonneuve street.

2. The west half of a certain lot of land situate in the south side of Notre Dame street, in the city of Montreal, known and described as number seventy (70), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected, said half lot containing twenty-one feet nine inches in width by eighty feet in depth, english measure, and more or less ; bounded in front by Notre Dame street, in rear by a lot belonging to the Montreal Harbor Commissioners, on one side by lot number seventy-one, and on the other side by the other half of the said number seventy.

3. Another lot of land situate in the city of Montreal ; bounded in front by Sainte Catherine street, known and described as number two hundred and eighty-six (286), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward—with the buildings thereon erected.

4. Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by Sainte Catherine street, known and described as number two hundred and eighty-seven (287), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward—with the buildings thereon erected.

5. Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by Amherst street, known and described as number twenty-two (22), of the subdivision of lot number nine hundred and seventy-four (974), of the official plan and book of reference of Saint James ward—with the buildings thereon erected.

In virtue of a judgment of the Honorable judge de Lorimier, dated the seventeenth (17) of July, 1902, the paragraphs three and four (3-4) will be sold together (*en bloc*) as one single lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 22nd July, 1902. 2426

First (1st) publication of 28th June, 1902 and second (2nd) publication of 19th July, 1902, are null.

[First published, 26th July, 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

Sheriff's Sales—Quebec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : { **LE CREDIT FONCIER**
No 1557. { **FRANCO-CANADIEN**,
corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec ; contre **ADELINÉ PARADIS**, épouse de feu Isidore Guérard, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 985 (neuf cent quatre-vingt-cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur de

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : { **LE CREDIT FONCIER**
No. 1557. { **FRANCO-CANADIEN**, a
body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Quebec ; against **ADELINÉ PARADIS**, wife of the late Isidore Guérard, of the city of Quebec, to wit :

Lot No. 985 (nine hundred and eighty five), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur

Québec, étant un emplacement situé sur la rue Napoléon—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$10.00, payable aux MM. Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 24 juillet 1902. 2739.2
[Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 2527. } **FRANCO-CANADIEN**,
corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec ; contre NARCISSE BOUGIE, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 992 (neuf cent quatre-vingt-douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Napoléon—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$10.00, payable aux MM. Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 24 juillet 1902. 2737.2
[Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 39. } **FRANCO-CANADIEN**,
corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec ; contre FERDINAND LEVESQUE dit LAFRANCE, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 648 (six cent quarante-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Victoria—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable aux MM. Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 24 juillet 1902. 2741-2
[Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 2453. } **FRANCO CANADIEN**,
corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec ; contre FRANCOIS XAVIER RATTE, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 578 (cinq cent soixante-dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Chateauguay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable aux MM. Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 24 juillet 1902. 2743.2
[Première publication, 26 juillet 1902.]

of Quebec, being an emplacement situated on Napoleon street,—together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$10.00, payable to Messrs. Boisseau, of Quebec, on the 29th September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Quebec, 24th July, 1902. 2740
[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 2527. } **FRANCO CANADIEN**, a
body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Quebec ; against NARCISSE BOUGIE, of the city of Quebec, to wit :

Lot No. 992 (nine hundred and ninety two), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec, being an emplacement situated on Napoleon street—together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$10.00, payable to Messrs. Boisseau, of Quebec, on the 29th September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 24th July, 1902. 2738
[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 39. } **FRANCO CANADIEN**,
body politic and incorporated, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Quebec ; against FERDINAND LEVESQUE dit LAFRANCE, of the city of Quebec, to wit :

Lot No. 648 (six hundred and forty eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Victoria street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$6.00, payable to the Messrs. Boisseau, of Quebec, on the 29th of September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 24th July, 1902. 2742
[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 2453. } **FRANCO CANADIEN**, body
politic and incorporated, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Quebec ; against FRANCOIS-XAVIER RATTE, of the city of Quebec, to wit :

Lot No. 578 (five hundred and seventy eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Chateauguay street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$5.00, payable to the Messrs. Boisseau, of Quebec, on the 29th of September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Quebec, 24th July, 1902. 2744
[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où LÉON PARENT, de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Québec, menuisier, était Demandeur ; et les SYNDICS DE LA COMMISSIONS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD DE QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la cité de Québec, étaient Défendeurs ; et sir Adolphe P. Caron, Charles Andrews Pentland et Gustaves G. Stuart, tous trois de Québec, avocats, et pratiquant comme tels ensemble sous le nom de "Caron, Pentland & Stuart, étaient procureurs distrayants ; les dits procureurs distrayants, contre le demandeur Léon Parent, à savoir :

Le lot No 2 (deux), de la subdivision du lot No 98 (quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec "banlieue", étant un emplacement situé sur la Grande Allée—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 24 juillet 1902. 2749.2
[Première publication, 26 juillet 1903.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **I**SIDORE NOËL BELLEAU, No 1413. } de la ville de Lévis, avocat ; contre DAME MARY ANN MILNE, de la cité de Montréal, fille majeure, et MARGARET REGNEY, épouse de feu Ebenezer Joseph Milne, de la paroisse de Saint-Romuald, à savoir :

Le lot No 191 (centquatre-vingt-onze), du cadastre officiel de la partie Est du village Lauzon, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Joseph—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$17.50, dont 3/5 (trois-cinquième) payable à Isidore Noël Belleau, de la ville de Lévis, avocat, 1/5 (un-cinquième) à Dame Philomène Samson, épouse de Alexandre Brulotte, du village Lauzon, 1/5 (un-cinquième) à Dame Adélaïde Samson, épouse de Benjamin Poirier, du village Lauzon, la dite rente payable le premier novembre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, comté de Lévis, le TRENTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 24 juillet 1902. 2747.2
[Première publication, le 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **V**U que dans une cause où No 534. } **E**DOUARD DEMERS, de la cité de Québec, commis, était Demandeur ; et DAME MARIE PHILOMÈNE DUFRESNE, de la cité de Québec, épouse séparée de biens de François Joseph Bacon, et le dit François Joseph Bacon, mis en cause pour assister sa dite épouse, était Défenderesse ; et Isidore Noël Belleau et Eusèbe Belleau, tous deux avocats, de la ville de Lévis, pratiquant en société sous le nom de "Belleau & Belleau", étaient avocats distrayants, le dit demandeur contre la dite défenderesse, Marie Philomène Dufresne, à savoir :

Le lot No 1010 (mille dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé rue Napoléon, sujet à une rente annuelle de \$10.00 payable le 29 septembre, aux MM. Boisseau, de Québec—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 17 juillet 1902. 2661.2
[Première publication, 19 juillet 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a suit where LEON PARENT, No 35. } of the municipality of the parish of Notre-Dame de Québec, joiner, was Plaintiff ; and the TRUSTEES OF THE NORTH SHORE TURNPIKE OF QUEBEC, a body politic and corporate, having its place of business in the city of Québec, were Defendants ; and Sir Adolphe P. Caron, Charles Andrews Pentland and Gustaves G. Stuart, all three of Québec, advocates, and practising together as such under the style and firm of Caron, Pentland & Stuart, were attorneys distracting ; the said attorneys distracting against the said plaintiff Leon Parent, to wit :

Lot No. 2 (two), of the subdivision of the lot No. 98 (ninety eight), of the official cadastre for the parish of Notre Dame de Québec, *banlieue*, being a lot situate on the Grande Allée—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, 24th July, 1902. 2750
[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**SIDORE NOËL BELLEAU, No. 1413. } of the town of Lévis, advocate, against DAME MARY ANN MILNE, of the city of Montreal, spinster, and MARGARET REGNEY, widow of the late Ebenezer Joseph Milne, of the parish of Saint Romuald, to wit :

Lot No. 191 (one hundred and ninety one), of the official cadastre of the East part of the village Lauzon, being a lot situate on Saint Joseph street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$17.50, whereof 3/5 (three fifths) payable to Isidore Noël Belleau, of the town of Lévis, advocate, 1/5 (one fifth) to Dame Philomène Samson, wife of Alexandre Brulotte, of the village Lauzon, 1/5 (one fifth) to Dame Adélaïde Samson, wife of Benjamin Poirier, of the village Lauzon, said rent payable on the first of November.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Lévis, county of Lévis, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, 24th July, 1902. 2748
[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a suit in which EDOUARD No. 534. } **D**EMERS, of the city of Québec, was Plaintiff ; and DAME MARIE PHILOMÈNE DUFRESNE, of the city of Québec, wife separated as to property of François Joseph Bacon, and the said François Joseph Bacon, mis en cause for the purpose of assisting his said wife, was Defendant ; and Isidore Noël Belleau and Eusèbe Belleau, both advocates, of the town of Lévis, practising in partnership under the name of Belleau & Belleau, were *avocats distrayants*, the said plaintiff against the said defendant, Marie Philomène Dufresne, to wit :

Lot No. 1010 (one thousand and ten), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Napoleon street ; subject to an annual rent of ten dollars payable on the 29th September, to Messrs. Boisseau, of Québec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Québec, 17th July, 1902. 2662
[First published, 19th July, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 2427. } **FRANCO CANADIEN,**
corps politique et incorporé, ayant son principal
établissement en la cité de Montréal, et faisant
affaires en la cité de Québec; contre **ELIE SOUCY,**
de la cité de Québec, à savoir :

La moitié sud-ouest du lot No 556 (cinq cent cin-
quante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de
Saint-Sauveur de Québec, étant un demi-emplace-
ment situé sur la rue Franklin—avec les bâties
dessus construites, circonstances et dépendances.
Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable aux
MM. Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de
Québec, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT
prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Québec, 24 juillet 1902. 2745.2
[Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 2427. } **FRANCO-CANADIEN,** a
body corporate and politic, having its chief place of
business in the city of Montreal, and doing business
in the city of Quebec; against **ELIE SOUCY,** of
the city of Quebec, to wit :

The south west half of lot No. 556 (five hundred
and fifty six), of the official cadastre for the parish of
Saint Sauveur de Quebec, being a half lot situate on
Franklin street—with the buildings thereon erected,
circumstances and dependencies. Subject to a
yearly rent of \$5.00, payable to Messrs. Boisseau,
of Quebec, on the 29th of September.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
the TWENTY NINTH day of AUGUST next, at
TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Quebec, 24th July, 1902. 2746
[First published, 26th July, 1902.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, comté d'Yamaska.—District de
Richelieu.

Sorel, à savoir : } **DILON CARTIER ET AL.,**
No 5772. } Demandeurs; contre **PAT-**
TRICK DESCHENEUX, menuisier, de la pa-
roisse de Saint-François du Lac, comté d'Yamaska,
et y faisant affaires comme associé gérant avec plu-
sieurs autres personnes comme associés commandi-
taires comme manufacturiers de portes, chassis,
fenêtres, ouvertures, etc., et l'exploitation d'un
moulin à scie sous la raison sociale de "P. Desche-
neaux & Cie," Défendeur.

Une portion de terre sise et située en la paroisse
de Saint-François du Lac, en la concession Grande
Terre, sur la route qui conduit à la Troisième, de la
contenance de un arpent et demi de largeur, sur un
arpent de profondeur; bornée devant, au nord-ouest,
à la route dite de la Troisième, derrière et d'un
côté, au sud-ouest, à Louis Lachapelle, fils de feu
Olivier, et de l'autre côté, au nord-est, au dit Louis
Lachapelle, fils de feu Olivier, à un certain fossé
qui s'y rencontre et fait la ligne de séparation de ce
côté—avec un moulin à scie et accessoires; laquelle
portion de terre est une partie, ainsi que sus-désig-
née, du lot de terre connu et désigné, sous le
numéro trois cent quarante-cinq (pt. No 345), au
cadastre officiel de la paroisse de Saint-François du
Lac, avec les servitudes active et passives, stipulées
en un bail à rente foncière, conseti par le dit Louis
Lachapelle, fils de feu Olivier, à la dite société P.
Descheneaux & Cie, reçu devant Maître A. A.
Mondou, notaire, le quatre décembre mil neuf cent
un, et enregistré au bureau d'enregistrement du
comté d'Yamaska, sous le No 41,649; à la charge
d'une rente foncière annuelle de vingt-quatre pias-
tres, payable au dit Louis Lachapelle, fils de feu
Olivier, le premier novembre, et aux autres charges
du dit bail à rente foncière.

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-François du Lac, le VINGT-
SEPTIEME jour du mois d'AOUT prochain, à
UNE heure de l'après-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 23 juillet 1902. 2755.2
[Première publication, 26 juillet 1902.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Yamaska.—District of
Richelieu.

Sorel, to wit : } **DILON CARTIER ET AL.,**
No. 5772. } Plaintiffs; against **PATRICK**
DESCHENEUX, joiner, of the parish of Saint
François du Lac, county of Yamaska, there doing
business as partnership and manager with several
other persons as special partners as manufacturers
of doors, sashes, windows, wood frames, &c., and
the operating of a saw mill, under the style of P.
Descheneaux & Cie, Defendant.

A parcel of land lying and situate in the parish
of Saint François du Lac, in the Grande Terre con-
cession, on the bye-road leading to la Troisième,
containing one arpent and half in width by one
arpent in depth; bounded in front to the north
west, to the aforesaid bye-road called la Troisième,
in rear and on one side, to the south-west, by Louis
Lachapelle, son of late Olivier, and on the other
side, to the north east, by the said Louis Lachapelle,
son of late Olivier, to a certain ditch who is near
and makes the division line on this side—with a
saw mill and accessories; which portion of land is a
part, such as mentioned, of a lot of land known and
designated under number three hundred and forty
five (pt. No. 345), on the official cadastre of the
parish of Saint François du Lac, with the active and
passive servitudes stipulated in a lease of ground
rent, consented by the said Louis Lachapelle, son of
late Olivier, to the said society P. Descheneaux & Cie,
received before Mtre A. A. Mondou, notary, on the
fourth of December nineteen hundred and one, and
registered at the registry office of the county of
Yamaska, under number 41,649; subject to the
charge of an annual ground rent of twenty four
dollars, payable to the said Louis Lachapelle, son of
late Olivier, on the first of November, and other
charges of the said ground rent lease.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint François du Lac, on the TWENTY
SEVENTH day of the month of AUGUST next, at
ONE of the clock in the afternoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 23rd July, 1902. 2756
[First published, 26th July, 1902.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—Montréal*

No 2682. } **L. GRAVEL**, Demandeur; contre
L. ARTHUR LEBEL, Défendeur,

à savoir :

Un emplacement contenant environ six perches en superficie; borné à l'ouest à la route de l'église, à l'est à Émile Belziles, au sud à Joseph Boulanger, et au nord à Auguste Cimon—avec une maison à deux étages, une boutique de forgeron et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, étant partie du lot 185, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fabien.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fabien, le **VINGT SIXIEME** jour d'AOUT 1902, à **DIX** heures ET **DEMI** avant midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Rimouski, 23 juillet 1902. 2759.2
 [Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—Rimouski.*

No 2752. } **D'ANJOU**, Demandeur; vs. **J. BELAVANCE** ET **JEAN BELAVANCE**, Défendeurs, savoir :

Comme appartenant à Jean Belavance :

Un emplacement de 80 pieds sur 40, plus ou moins; borné au nord à André et Thomas Belavance, au sud à Désiré Gendreau, à l'ouest à Edouard Jean, à l'est à la route de l'Eglise, étant partie du lot 173, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fabien—avec deux maisons sus-construites, circonstances et dépendances. A charge d'une rente annuelle de \$7.65, payable à la Toussaint, à Edouard Jean ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fabien, le **VINGT SIXIEME** jour d'AOUT 1902, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Rimouski, 23 juillet 1902. 2757.2
 [Première publication, 26 juillet 1902.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Saint-François*

Saint-François, à savoir : } **DAME ELLEN**
 No 624. } **POWER**, Deman-
 deresse; contre **CHARLES ZEPHIRIN GILMORE**, Défendeur.

Cette certaine lisière de terrain située dans le village de Rock-Island, dans le comté de Stanstead, formant partie du lot numéro un, dans le neuvième rang des lots du canton de Stanstead; bornée et décrite comme suit, savoir: commençant, à un point sur la ligne nord de la propriété ci-après décrite, distance de deux pieds à l'est de la bâtisse appartenant maintenant à Jérôme T. Flint, et ci-devant connue comme la propriété de

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS*Circuit Court.—Montréal.*

No. 2682. } **L. GRAVEL**, Plaintiff; against
L. ARTHUR LEBEL, Defendant,

ant, to wit :

An emplacement containing about six perches in superficies; bounded towards the west by church bye-road, towards the east by Émile Belziles, towards the south by Joseph Boulanger, and towards the north by Auguste Cimon—together with a two story house, a blacksmith shop and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being part of lot 185, of the official cadastre for the parish of Saint Fabien.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fabien, on the **TWENTY SIXTH** day of **AUGUST**, 1902, at **HALF PAST TEN** o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's office, Sheriff.
 Rimouski, 23rd July, 1902. 2760
 [First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—Rimouski.*

No. 2752. } **P. D'ANJOU**, Plaintiff; vs. **J. BELAVANCE** AND **JEAN BELAVANCE**, Defendants; to wit :

As belonging to Jean Belavance :

An emplacement containing 80 feet by 40, more or less; bounded to the north by André and Thomas Belavance, to the south by Désiré Gendreau, to the west by Edouard Jean, to the east by the church bye road, being part of lot 173, of the official cadastre for the parish of Saint Fabien,—together with two houses thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge of an annual rent of \$7.65, payable on the first of November (on all Saints day), to Edouard Jean or representatives.

To be sold at the church door of the parish of Saint, Fabien on the **TWENTY SIX** day of **AUGUST**, 1902, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Rimouski, 23rd July, 1902. 2758
 [First published, 26th July, 1902.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **DAME ELLEN**
 No. 624. } **POWER**, Plaintiff
 against **CHARLES ZEPHIRIN GILMORE**, Defendant.

That certain tract of land situated in the village of Rock Island, in the county of Stanstead, forming part of the lot number one, in the ninth range of lots, of the township of Stanstead; bounded and described as follows, to wit: beginning at a point on the northerly line of the property hereby described, distant two feet easterly of the building now belonging to Jérôme T. Flint, and formerly known as the Simeon Clark pro-

Simeon Clark; de là, à l'est, dans une ligne droite longeant le mur de la propriété du vieux moulin, cette dite ligne étant un prolongement de la ligne nord de la dite propriété du dit Simeon Clark, distance de quarante pieds, plus ou moins, où un poteau a été planté avec vassellette en dessous; de là, tournant à un angle et courant sud, suivant la ligne est du mur du vieux moulin jusqu'au coin sud-ouest de la terre de Désiré Neveu, et sur laquelle est érigée un magasin de fournitures, sur le bord de la rivière à marée haute; de là, nord et ouest, suivant le bord de la rivière à la marque de la marée haute à un point directement opposé, et au sud du point de départ; de là nord sur une ligne droite au point de départ, et maintenant connue sur le plan cadastral et au livre de renvoi officiels du dit village de Rock-Island, comme partie du numéro quarante-quatre (partie du No 44)—avec toutes les bâtisses y érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 13 août 1902. 2979
[Première publication, 16 août 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
St-François, à savoir: } LA BANQUE NATIONALE, Demanderesse;
No 123. }
vs. GEORGE ALLAIRE, Défendeur.

Ces certains morceaux de terre situés dans le canton de Brompton, dans le comté de Richmond, connus et désignés comme suit:

1° Le lot numéro deux (No 2), dans le second rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton de Brompton—avec les bâtisses y érigées et améliorations faites.

2° Le lot numéro trois A (No 3A), dans le second rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton de Brompton—avec les bâtisses y érigées et améliorations faites.

3° Le lot numéro six B (No 6 B), dans le second rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton de Brompton—avec les bâtisses y érigées et améliorations faites.

4° Le lot numéro sept A (No 7 A), dans le second rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton de Brompton—avec les dépendances y appartenant.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François-Xavier de Brompton, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 23 juillet 1902. 2735.2
[Première publication, 26 juillet 1902.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

erty; thence, easterly, in a straight line along the wall of the old mill house property, said line being a prolongation of the northerly line of the said Simeon Clark property, the distance of forty feet, more or less, where a stake has been planted with delf underneath; thence, turning at an angle and running southerly, following the line of the easterly wall of the old mill house until it strikes the south-westerly corner of the land of Désiré Neveu, and upon which his furniture shop is erected, on the bank of the river at high water mark; thence, northerly and westerly, following the bank of the river at high water mark to a point directly opposite to and southerly of the point begun at; thence, northerly in a straight line to the place of beginning, and being now known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said village of Rock-Island, as part of number forty-four (part of No. 44)—together with all the betterments, buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Sacré Coeur de Jésus, at the village of Stanstead Plain, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 13th August, 1902. 2980
[First published, 16th August, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.
St. Francis, to wit: } LA BANQUE NATIONALE, Plaintiff; vs.
No 123. }
GEORGE ALLAIRE, Defendant.

Those certain pieces of land situate in the township of Brompton, in the county of Richmond, known and designated as follows:

1. The lot number two (No. 2), in the second range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Brompton—with the buildings and improvements thereon erected and made.

2. The lot number three A (No. 3 A), in the second range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Brompton—with the buildings and improvements thereon erected and made.

3. The lot number six B (No. 6 B), in the second range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Brompton—with the buildings and improvements thereon erected and made.

4. The lot number seven A (No. 7 A), in the second range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Brompton—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint François Xavier de Brompton, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 23rd July, 1902. 2736
[First published, 26th July, 1902.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **SIMEON HILAIRE**
 No 560. } **FRIGON**, Deman-
 deur ; vs. **ALPHONSE TRUDEL**, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Tite, faisant partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt deux (582), du cadastre pour la paroisse de Saint-Tite, dans la concession du chemin du Gouvernement, contenant trois arpents de front sur la profondeur qu'il peut y avoir dans les bornes suivantes, savoir : bornée en front par le nord au chemin public, en profondeur au flanc des terres du rang Saint-Pierre, joignant d'un côté au nord-est au dit Alphonse Trudel, et de l'autre côté, au sud-ouest, à Jean-Baptiste Auger—circonstances et dépendances.

2° Une terre située dans la paroisse de Saint-Tite, concession du chemin du Gouvernement, étant le lot de terre désigné par le numéro cinq cent quatre-vingt (580), du cadastre de la paroisse de Saint-Tite—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le **VINGT-HUITIEME** jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif
 Trois-Rivières, 23 juillet 1902. 2721.2
 [Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **UDGER GRAVEL**,
 No 526. } Demandeur ; vs.
JOSEPH EDMOND PLOURDE, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, sur le côté sud-est du chemin des Piles, contenant soixante pieds de front sur la profondeur d'environ un arpent et un quart, c'est-à-dire de la même profondeur que l'emplacement d'Antoine Dupont ; borné en front par le dit chemin des Piles, en profondeur par un fossé, du côté nord-est par le dit Antoine Dupont, et du côté sud-ouest par Pierre Léon Gélinas, et faisant partie du lot de terre numéro cent soixante et cinq (165), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble une maison, une boutique et une remise dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Flore, le **VINGT-SEPTIEME** jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif
 Trois-Rivières, 23 juillet 1902. 2719.2
 [Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Circuit Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **SIMEON HILAIRE**
 No. 560. } **FRIGON**, Plaintiff ;
 vs. **ALPHONSE TRUDEL**, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Tite, forming part of the lot number five hundred and eighty two (582), of the cadastre for the parish of Saint Tite, in the Government road concession, containing three arpents in front by the depth there may be within the following limits, namely : bounded in front on the north by the public road, in rear by the flank of the lands of the Saint Pierre range, on one side, to the north east, by the said Alphonse Trudel, and on the other side, to the south west, by Jean-Baptiste Auger—circumstances and dependencies.

2. A land situate in the parish of Saint Tite, the Government road concession, being the lot of land described as number five hundred and eighty (580), of the cadastre of the parish of Saint Tite—with the buildings thereon erected—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the **TWENTY EIGHTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Three Rivers, 23rd July, 1902. 2722
 [First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **UDGER GRAVEL**,
 No. 526. } Plaintiff ; vs. **JOSEPH**
EDMOND PLOURDE, Defendant.

A lot situate in the parish of Sainte Flore, on the south east side of the Piles road, containing sixty feet in front by the depth of about one arpent and a quarter, namely of the same depth as the lot of Antoine Dupont ; bounded in front by the said Piles road, in rear by a ditch, on the north east side by said Antoine Dupont, and on south west side by Pierre Léon Gélinas, and forming part of the lot of land number one hundred and sixty five (165), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Sainte Flore—with a house, a shop and a shed thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Flore, on the **TWENTY SEVENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Three Rivers, 23rd July, 1902. 2720
 [First published, 26th July, 1902.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-un avril 1893, pour la paroisse de Saint-Sauveur, comté de Terrebonne, et de nommer par commission en date du huit août 1902, MM. Alexandre Porcheron, bourgeois, Joseph Ignace Pontbriand, médecin, Félix Boisseau, propriétaire de moulins, Casimir Latour, cultivateur, Daniel Brown, marchand, et Pacifique Rhéaume, bourgeois, commissaires de la dite cour.

2973

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 12 août courant (1902), de faire les nominations suivantes.

Communes d'écoles.

Saint-Narcisse.—Richelieu.—MM. Bazile Giguère, Félix Pelletier, Jean Villiard, Aimé Leveillé et Sévère Jolicoeur.

Cité de Sorel.—Richelieu.—M. Arthur Edmond Pontbriand, en remplacement de feu Charles Dorion.

Pierreville, village.—Yamaska.—M. le Dr Joseph M. Brisebois, en remplacement de lui-même.

Saint-Cyprien.—Témiscouata.—M. Arthur Lemieux, en remplacement de M. Charles Caron.

Ste-Blaise.—Saint-Jean.—MM. Napoléon Hurbec et Napoléon Girard, en remplacement de MM. Georges Gagnon et Alexis Bouthillier.

Saint-Henri de Péribonka.—Lac Saint-Jean.—M. Amédée Fortin, en remplacement de M. Joseph Larouche.

2971

No 900 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 12 août courant (1902), de nommer M. John Henry Semple, membre de la commission scolaire catholique de la cité de Montréal, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré le 30 juin dernier.

2969

Avis du Gouvernement

No 995.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 12 août courant (1902), de détacher de la municipalité de Saint-André, comté de Kamouraska, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-André, savoir : Nos 499 jusqu'à 526 inclusivement, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Sainte-Hélène", dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet 1903.

2967.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 21st of April, 1893, for the parish of Saint Sauveur, in the county of Terrebonne, and to appoint by commission dated the eighth day of August, 1902, Messrs. Alexander Porcheron, gentleman, Joseph Ignace Pontbriand, physician, Félix Boisseau, mill owner, Casimir Latour, farmer, Daniel Brown, merchant, and Pacifique Rhéaume, gentleman, commissioners of the said court.

2974

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 12th of August instant (1902), to make the following appointments:

School Commissioners.

Saint Narcisse.—Richelieu.—Messrs. Bazile Giguère, Félix Pelletier, Jean Villiard, Aimé Leveillé and Sévère Jolicoeur.

City of Sorel.—Richelieu.—Mr. Arthur Edmond Pontbriand, to replace the late Charles Dorion.

Pierreville, village.—Yamaska.—Dr Joseph M. Brisebois, to replace himself.

Saint Cyprien.—Témiscouata.—M. Charles Lemieux, to replace Mr. Charles Caron.

Sainte Blaise.—Saint Jean.—Messrs. Napoléon Hurbec and Napoléon Girard, to replace Messrs. George Gagnon and Alexis Bouthillier.

Saint Henri de Péribonka.—Lake Saint John.—Mr. Amédée Fortin, to replace Mr. Joseph Larouche.

2972

No. 900 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 12th of August instant (1902), to appoint Mr John Henry Semple, a member of the catholic school commission of the city of Montreal, to replace himself, his term of office having expired on the thirtieth of June last.

2970

Government Notice

No. 995.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 12th of August instant, (1902), to detach from the municipality of Saint André, county of Kamouraska, the following lots of the cadastre of the parish of Saint André, to wit : Nos 499 to 526 inclusively, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Sainte-Hélène," in the same county.

This annexion will take effect on the 1st of July, 1903.

2968

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Lepage.

Lot 12, du 2e rang, N. O., à Jos. Cimon.

Canton Humqui.

Lot 6, du rang B, à Victor Castonguay.

Canton Matalik.

2e rang.

Lot 36, à Frs. Richard.

Lot 37, à Noé Croteau.

Canton Cabot.

Lot 18, du rang S. O., à Frs. Dubé.

Canton Bellechasse.

Lot 27, du 6e rang, à P. L. Richard.

E. E. TACHE,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 16 août 1902.

2975

Avis de Faillites

Dans l'affaire de Charles A. Miller, de Windsor Mills, Qué., Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera sujet à objection au bureau de John Hyde, No 307, Merchants Bank Chambers, Montréal, jusqu'à mardi, 2 septembre 1902, après laquelle date les dividendes seront payables.

JOHN HYDE,

JOHN J. GRIFFITH,

Curateurs conjoints.

Montréal, 11 août 1902.

2977.

Province de Québec, }
District de St-François. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Pierre Drolet, de St-Julien de Wolfestown, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du douzième jour d'août 1902, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints, dans cette affaire.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Curateurs conjoints.

Québec, le 15 août 1902.

2981

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Lepage.

Lot 12, of 2nd range, N. W., to Jos. Cimon.

Township Humqui.

Lot 6, of range B, to Victor Castonguay.

Township Matalik.

2nd range.

Lot 36, to Frs. Richard.

Lot 37, to Noé Croteau.

Township Cabot.

Lot 18, of S. W. range, to Frs. Dubé.

Township Bellechasse.

Lot 27, of 6th range, to P. L. Richard.

E. E. TACHE,

Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 16th August, 1902.

2976

Bankrupt Notices

In the matter of Charles A. Miller, of Windsor Mills, Que., Insolvent.

A first and final dividend has been declared, open to objection at the office of John Hyde, No. 307 Merchants Bank Chambers, Montreal, until Tuesday, 2nd September, 1902, after which date Dividends will be payable.

JOHN HYDE,

JOHN J. GRIFFITH,

Joint Curators.

Montreal, 11th August, 1902.

2987.

Province of Quebec, }
District of St. Francis. } Superior Court.

In the matter of Pierre Drolet, of St-Julien de Wolfestown, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated the twelfth day of August, 1902, the undersigned have been appointed joint curators in this matter.

Creditors of the said insolvent are requested to produce their claims, duly attested under oath, within a delay of thirty days of this notice.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Joint Curators.

Quebec, 15 August, 1902.

2982.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 33.

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :—Divers lots de Saint-André, comté de Kamouraska à Sainte-Hélène, 1478.

ANNONCEURS :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc., 1445.

AVIS DE CANCELLATION :—*Canton de* :—Alley, 1447 ; Bellechasse, 1479 ; Cabot, 1479 ; Humqui, 1479 ; Lepage, 1479 ; Matalik, 1479.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 1450 ; Conseil législatif, 1449.

FAILLIS :—Blier, 1459 ; Drolet, 1479 ; Dme Meunier, 1460 ; Dme Rost, 1459 ; Manson & Boright, 1459 ; Miller, 1479 ; Roy, 1460.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—La Cie Déry & Fils, 1432 ; La Cie d'Imprimerie Geo. Pinault, jr., 1458 ; The Duplessis Shoe Machinery Coy, 1457 ; The Price Porritt Pulpe & Power Coy, 1458 ; The Fenwick-Larocque Coy, 1457.

LETTRES PATENTES ÉMISSES :—La Cie Cadieux & Dérôme, 1449 ; The Beaupré Power Coy, 1448.

LICITATION :—Cutler vs Cutler *et al.*, 1463 ; Dme Lamarre *et al* vs Lamarre *et al.*, 1461.

MINUTES DE NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—Oe P. T. Desjardins à H. Desjardins, 1449.

MUNICIPALITÉ :—Demande accordée de publier dans une seule langue :—Canton de Maddington, comté d'Arthabaska, 1447 ; Thetford Nord, comté de Mégantic, 1448.

NOMINATIONS :—*Commissaire d'école* :—Saint-Narcisse de Richelieu, 1478 ; Cité de Sorel, 1478 ; Village de Pierreville, etc., 1478.

Conseillers municipaux :—Saint-André, comté d'Argenteuil, 1446.

Cour des commissaires :—Saint-Léon le Grand, comté de Maskinongé, 1446 ; Saint-Sauveur, comté de Terrebonne, 1478.

Estimateurs :—Village de Pierreville, comté de Yamaska, 1478 ; Municipalité de Saint-Louis du Ha ! Ha !, comté de Témiscouata, 1446.

Juges de paix :—District d'Iberville, 1445 ; Montréal, 1445 ; Saint-François, 1445.

Juge de paix en vertu de l'art. 2572 :—Province de Québec, 1446.

Membre de la commission scolaire :—Cité de Montréal, 1478.

Percepteur conjoint du revenu :—District de Trois-Rivières, 1445.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1446.

RATIFICATION :—The Montreal Park & Island Railway Coy & Armstrong, 1463.

RÈGLES DE COUR :—Dauteuil vs Girard, 1460 ; Dme Chouler vs Whitley, 1461 ; Pouliot et Gervais vs Dme Ferland *et al.*, 1460.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Archambault vs Beaudry, 1455 ; Beaulac vs Chicoine, 1453 ; Bergeron vs Bergeron, 1454 ; Chaput vs Guillemette, 1455 ; Corbin vs Belleville, 1456 ; Doiron vs Poirier, 1454 ; Fortin vs Ouellet, 1456 ; Laporte vs Gauthier, 1454 ; Létourneau vs Barbeau, 1453 ; Loiselle vs Gingras,

Index of the Quebec Official Gazette, No. 33.

MUNICIPALITY ANNEXED :—Several lots of Saint-André, county of Kamouraska to Sainte-Hélène, 1478.

ADVERTISERS :—*Notice to* :—Respecting notices &c., 1445.

NOTICES OF CANCELLATION :—*Township of* :—Alley, 1447 ; Bellechasse, 1479 ; Cabot, 1479 ; Humqui, 1479 ; Lepage, 1479 ; Matalik, 1479.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the* :—Legislative Assembly, 1450 ; Legislative Council, 1449.

INSOLVENTS :—Blier, 1459 ; Drolet, 1479 ; Dme Meunier, 1479 ; Dme Rost, 1459 ; Monson & Boright, 1459 ; Miller, 1479 ; Roy, 1460.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—The Cie Déry & Son, 1432 ; La Cie d'imprimerie Geo. Pinault, jr., 1458 ; The Duplessis Shoe Machinery Coy, 1457 ; The Price Porritt Pulpe & Power Coy, 1458 ; The Fenwick-Larocque Coy, 1457.

LETTERS PATENT ISSUED :—La Cie Cadieux & Dérôme, 1449 ; The Beaupré Power Coy, 1448.

LICITATION :—Cutler vs Cutler *et al.*, 1463 ; Dme Lamarre *et al* vs Lamarre *et al.*, 1461.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER :—From P. T. Desjardins to H. Desjardins, 1449.

MUNICIPALITY :—Authorized to publish in one language only :—Township of Maddington, county of Arthabaska, 1447 ; Thetford North, county of Mégantic, 1448.

APPOINTMENTS :—*School commissioner* :—Saint-Narcisse de Richelieu, 1478 ; City of Sorel, 1478 ; Village of Pierreville, &c., 1478.

Municipal councillors :—Saint-André, county of Argenteuil, 1446.

School commissioners :—Saint Léon le Grand, county of Maskinongé, 1446 ; Saint Sauveur, county of Terrebonne, 1478.

Valuators :—Village of Pierreville, county of Yamaska, 1478 ; Municipality of Saint Louis du Ha ! Ha !, county of Témiscouata, 1446.

Justices of the peace :—District of Iberville, 1445 ; Montreal, 1445 ; Saint Francis, 1445.

Justice of the peace in virtue of art. 2572 :—Province of Quebec, 1446.

Member of school commission :—City of Montreal, 1478.

Joint collector of revenue :—District of Three Rivers, 1445.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1446.

RATIFICATION :—The Montreal Park & Island Railway Coy & Armstrong, 1463.

RULES OF COURT :—Dauteuil vs Girard, 1460 ; Dme Chouler vs Whitley, 1461 ; Pouliot & Gervais vs Dme Ferland *et al.*, 1460.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Archambault vs Beaudry, 1455 ; Beaulac vs Chicoine, 1453 ; Bergeron vs Bergeron, 1454 ; Chaput vs Guillemette, 1455 ; Corbin vs Belleville, 1456 ; Doiron vs Poirier, 1454 ; Fortin vs Ouellet, 1456 ; Laporte vs Gauthier, 1454 ; Létourneau vs Barbeau, 1453 ; Loiselle vs Gingras, 1455 ;

1455 ; Pagé vs Létourneau, 1456 ; Pelletier vs Chevallier, 1453 ; Pilote vs Tremblay, 1454 ; Proulx vs Lamirande, 1455 ; Richard vs Chenevert, 1455 ; Robert vs Brousseau, 1455 ; Smith vs Thérien, 1454 ; Turgeon vs Bourque, 1453.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Sloane vs Lehnass, 1456 ; Dme Smith vs Cooke, 1456 ; Thibault vs Brulé, 1456.

VENTES PAR LES HÉRIFS :

BEAUCÉ :—Demers, failli, 1465 ; Marcotte *et al* et vs héritiers Pepin, 1464 ; Marcotte vs Toulouse, 1465.

BEAUHARNOIS :—Cantwell, failli, 1466.

BEDFORD :—Rév. Leclerc vs Dme Gaudette *et vir*, 1466.

CHICOUTIMI :—Joseph & Son vs Savard, 1467.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Blier, 1468.

MONTREAL :—Charbonneau & Pelletier vs Thérien, 1470 ; Leach *et uxor* vs Redmayne, 1469 ; Rév. Lacasse vs Lenoir, 1469 ; Tessier, failli, 1470 ; The Sun Life Ass. Coy vs Sentenne *et al*, 1469.

QUÉBEC :—Belleau vs Dme Milne *et al*, 1373 ; Demers vs Dme Dufresne, 1473 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Bougie, 1372 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dme Paradis, 1371 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Levesque, 1372 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Ratté, 1372 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Soucy, 1374 ; Parent vs Syndics commission à barrières de la Rive Nord de Québec, 1373.

RICHÉLIEU :—Cartier *et al* vs Descheneaux, 1374.

RIMOUSKI :—Danjou vs Belavance *et al*, 1475 ; Gravel vs Lebel, 1475.

SAINT-FRANÇOIS :—Dme Power vs Gilmore, 1475 ; La Banque Nationale vs Allaire, 1476.

TROIS-RIVIÈRES :—Frigon vs Trudel, 1477 ; Gravel vs Plourde, 1477.

Pagé vs Létourneau, 1456 ; Pelletier vs Chevallier, 1453 ; Pilote vs Tremblay, 1454 ; Proulx vs Lamirande, 1455 ; Richard vs Chenevert, 1455 ; Robert vs Brousseau, 1455 ; Smith vs Thérien, 1454 ; Turgeon vs Bourque, 1453.

SEPARATION AS TO BODY AND BOARD :—Dme Sloane vs Lehnass, 1456 ; Dme Smith vs Cooke, 1456 ; Thibault vs Brulé, 1456.

SHERIFFS' SALES

BEAUCÉ :—Demers insolvent, 1465 ; Marcotte *et al* vs heirs Pepin, 1464 ; Marcotte vs Toulouse, 1465.

BEAUHARNOIS :—Cantwell, insolvent, 1466.

BEDFORD :—Rev. Leclerc vs Dme Gaudette *et vir*, 1466.

CHICOUTIMI :—Joseph & Son vs Savard, 1467.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Blier, 1468.

MONTREAL :—Charbonneau & Pelletier vs Thérien, 1470 ; Leach *et uxor* vs Redmayne, 1469 ; Rev. Lacasse vs Lenoir, 1469 ; Tessier, insolvent, 1470 ; The Sun Life Ass. Coy vs Sentenne *et al*, 1469.

QUEBEC :—Belleau vs Dme Milne *et al*, 1373 ; Demers vs Dme Dufresne, 1473 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Bougie, 1372 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dme Paradis, 1371 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Levesque, 1372 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Ratté, 1372 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Soucy, 1374 ; Parent vs Trustees of the North shore Turnpike of Quebec, 1373.

RICHÉLIEU :—Cartier *et al* vs Descheneaux, 1374.

RIMOUSKI :—Danjou vs Belavance *et al*, 1475 ; Gravel vs Lebel, 1475.

SAINT FRANCIS :—Dme Power vs Gilmore, 1475 ; La Banque Nationale vs Allaire, 1476.

THREE RIVERS :—Frigon vs Trudel, 1477 ; Gravel vs Plourde, 1477.

OK